Libres penseurs de France

Découvrez nos veilles thématiques

Infolettre bimensuelle du 15 décembre 2023 #20

La volonté trouve, la liberté choisit. Trouver et choisir, c'est penser, Victor Hugo.

L'ADLPF propose aux esprits libres une infolettre sur la laïcité en France et dans le monde dans les domaines de la culture et de la politique, de l'éducation et de l'enseignement, de la société et du féminisme, de l'humanisme et de la liberté de conscience.
Nous ne prétendons pas couvrir l'ensemble des domaines où la laïcité et la liberté de conscience sont en jeu mais donner un aperçu de ce qui est diffusé.

Les articles collectés ne sont pas tous favorables à la liberté de conscience car les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et c'est justement pour permettre de mieux comprendre les dangers qui menacent celle-ci que nous mettons à disposition cette veille numérique.

ANTISÉMITISME

Antisémitisme au carré

Le terme d'« autosémitisme », conceptualisé de manière perfide par l'extrême droite, vise à désigner les Juifs comme étant eux-mêmes les auteurs d'actes antisémites.

> *Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :*
> **Article issu de l'hebdomadaire, Franc-Tireur, le 29 novembre 2023**
>
> "Pour diffuser cette idée, les conspis ont inventé un mot : « autosémitisme ». Par ce néologisme, contraction de « auto » et « antisémitisme », l'animateur du site conspirationniste Le Média en 4-4-2, le soralien Marcel D., et ses acolytes suggèrent que les actes anti-Juifs sont essentiellement le fait de ceux qui prétendent en être les victimes. Un postulat perfide qui leur permet de contester l'antisémitisme et d'en faire porter le chapeau aux Juifs eux-mêmes.
> Né dans les cercles soraliens vers 2019, à la suite de la profanation d'un cimetière israélite du Bas-Rhin, et porté par Alain Soral lui-même, ce terme, jusqu'ici resté confidentiel, circule à nouveau, entretenant un antisémitisme bien réel."

Lire la suite

ATTEINTE À LA LAÏCITÉ

Laïcité : la bougie de la discorde

À la veille de la journée nationale de la laïcité, Emmanuel Macron a-t-il encore une conception laïque de sa fonction ?
Si vous êtes prof ou simples parents, et que vous devez expliquer à vos enfants le sens de la loi de 1905 qui sépare les Églises et l'État, et dont c'est demain l'anniversaire, je vous souhaite bien du courage… Parce que niveau exemplarité, entre la lettre et la pratique, Emmanuel Macron vient d'opérer un sacré grand écart !
Je vous redonne le contexte. Hier soir, salle des fêtes de l'Élysée, une cérémonie hors agenda officiel : la Conférence européenne des rabbins récompense Emmanuel Macron pour son combat contre l'antisémitisme et pour la sauvegarde des libertés religieuses… Un prix qu'Angela Merkel a déjà reçu en 2013.

Écouter la suite

"On ne transige pas avec la laïcité": la bougie de Hanouka allumée devant Macron à l'Élysée fait polémique

Ce jeudi, à l'Élysée, le grand rabbin de France Haïm Korsia a allumé une bougie à l'occasion de la fête juive de Hanouka. De nombreux élus, essentiellement de gauche, ont dénoncé une séquence contrevenant à la laïcité.

Voir la vidéo

Hanouka à l'Élysée : Jean-Luc Mélenchon juge qu'Emmanuel Macron "ne comprend pas la laïcité"

Jeudi 7 décembre au soir, le grand rabbin de France Haïm Korsia a allumé la première bougie de Hanouka en présence du président, à l'Élysée. Pour l'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon, il s'agit d'un faux pas.

Lire la suite

Céline Pina - "Hanouka à l'Élysée : comment on défend la laïcité quand Macron se comporte ainsi" ? sud Radio 8 déc. 2023 - Agoravox TV

Céline Pina | "Hanouka à l'Élysée : comment on défend la laïcité quand Macron se comporte ainsi" ?

Voir la vidéo

Hanoukka à l'Élysée : le grand rabbin Haïm Korsia juge que « la laïcité, ce n'est pas l'athéisme »

Emmanuel Macron a participé, jeudi 7 décembre, aux célébrations de la fête de Hanoukka. Pour Haïm Korsia, la cérémonie était «conforme» au principe de laïcité et le palais présidentiel n'est pas «un lieu neutralisé et sanctuarisé» comme une école.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Libération, le 12 décembre 2023

Sommaire

1. Dans quel cadre cette cérémonie religieuse s'est-elle produite ?

(...)

"C'est conforme au principe de laïcité, le Président n'a pas allumé quoi que ce soit, j'ai allumé cela conformément à la laïcité, qui est la défense de la liberté de pratique religieuse et la neutralité de l'État. Donc tout a été respecté, l'Élysée n'étant pas une école, c'est-à-dire un lieu neutralisé, protégé, sanctuarisé. C'est à peu près du même niveau que la chapelle qui a eu cours longtemps à l'Elysée, ou le Noël de l'Élysée qui a cours jusqu'à nos jours. Il n'y a rien de particulier. Maintenant, je comprends qu'on pose la question, mais ça dit beaucoup sur une société qui s'offusque qu'on allume des lumières au pays des Lumières, cela me stupéfie, et peut-être aussi d'une société qui confond la laïcité avec l'athéisme, c'est-à-dire l'oblitération radicale du fait religieux."

2. Donc la cérémonie s'est déroulée comme prévu, les choses ne se sont pas faites sur le moment,

3. Ça, c'est ce que vous pensez qu'Emmanuel Macron a voulu faire ?

"Écoutez, je lui demande [s'il peut allumer la bougie]. Je vois bien qu'autour de lui, ça discute... C'est normal. Mais il y a un principe fondamental qui est la liberté de pratique religieuse, c'est ça la laïcité. Si on veut comprendre autrement, qu'on change la loi. Mais pour l'instant, c'est ça la règle. Et j'espère que ça restera la règle parce que c'est l'un des trésors de la France que d'avoir ce principe de laïcité. Je signale à toutes fins utiles que le chancelier allemand, Olaf Scholz, a allumé la bougie de Hanoukka jeudi sans problème, et l'État allemand est neutre. En Amérique, ça se fait tout le temps, partout ça se fait. N'importe quel maire de n'importe quelle ville allume les bougies de Hanoukka avec sa communauté juive locale."

4. Ce n'est pas ce que pense une grande partie de la classe politique, à gauche comme à droite, ni le Crif ou certains rabbins,
"D'abord, ce n'est pas la première fois, il y a déjà eu un allumage à l'Élysée, j'y étais. Mais, surtout, le bonheur procuré par cette idée que, non, les juifs n'ont pas à s'anonymiser dans notre société, ça... c'est exactement le cœur de ce qu'est la laïcité. L'État, la Nation, a besoin de vous dans ce que vous êtes. Après, chacun comprendra comme il veut. La polémique s'estompera. L'image, pour ceux qui en avaient besoin, restera."

5. Oui, mais le Crif estime quand même que...
"...Mais je ne regarde pas ce que disent les uns et les autres. Est-ce que j'ai besoin que tel rabbin ou tel président d'institution ou d'association m'explique ce que c'est la laïcité ? Cela fait 118 ans qu'on vit dans un système formidable. On finit par comprendre que ce n'est pas l'athéisme, malgré ceux qui le souhaiteraient."

Lire la suite

Une célébration de Hanouka à l'Élysée suscite la polémique, "nulle violation de la laïcité" selon l'exécutif | France Bleu

Des critiques s'élèvent après la publication d'une vidéo jeudi soir sur les réseaux sociaux, dans laquelle le grand rabbin de France allume une bougie de Hanouka à l'Élysée en présence d'Emmanuel Macron. "La laïcité, ce n'est pas la négation du fait religieux" justifie l'entourage du président.

Lire la suite

Chronique | Laïcité à géométrie variable à l'Élysée ?

CHRONIQUE DE LA BATAILLE CULTURELLE | Pour Béligh Nabli, le présidentialisme de la V République pousse l'hôte du palais à se réclamer de telle ou telle conception de la laïcité de manière très variable, voire arbitraire.

Lire la suite

Jean Glavany à Haïm Korsia : « Gare à ce que la bougie de l'espérance n'allume l'incendie des passions identitaires »

L'ancien ministre socialiste écrit, « au nom de leur amitié », au grand rabbin de France qui a célébré Hanoukka à l'Élysée. Il rappelle que ceux pour qui la laïcité veut dire «l'Etat chez lui l'Église chez elle» se sont sentis exclus de la République jeudi soir.

Lire la suite

Une bougie incendiaire : le franc-parler de Caroline Fourest

Décidément, rien ne va dans la communication présidentielle depuis le 7 octobre. Se rendre tardivement en Israël, parler trop tôt de « cessez-le-feu », ne pas aller à la marche contre l'antisémitisme sous prétexte de préserver « l'unité du pays », comme s'il était communautariste et non républicain de marcher ensemble contre ce fléau. Il ne manquait plus que d'y ajouter cette scène : un rabbin qui allume une bougie de Hanouka à l'Élysée. Le tout suivi de justifications embrouillées, insistant sur la « neutralité », une Séparation qui n'est pas la « négation des religions », ou feignant de rappeler que le président a déjà fêté Hanouka dans une synagogue (ce qui n'a rien à voir). Gérald Darmanin a même jugé cette polémique aussi absurde que celle entourant les crèches avec Jésus dans les mairies. Des déclarations pour déminer, incandescentes d'irresponsabilité.

Primo, le fait de réduire la laïcité à une « neutralité politique » relève d'une interprétation démissionnaire, désarmant la République, la privant de son bouclier, au moment où elle en a le plus besoin. Deusio, on ne rattrape pas d'avoir manqué à la marche républicaine contre l'antisémitisme en envoyant un signal religieux, à moins de s'adresser aux Juifs comme croyants et non comme citoyens. C'est beau comme du Justin Trudeau au pays de Voltaire, Zola et Stanislas de Clermont-Tonnerre… C'est piétiner son discours de 1789 à l'Assemblée nationale : « Tout refuser aux Juifs comme nation et tout accorder aux Juifs comme individus.» L'Élysée aurait-il compris le contraire ?
(...)

Lire la suite

Hanouka à l'Élysée : « Vraie laïcité contre fausses polémiques »

CONTRE-POINT | La République devrait se sentir suffisamment sûre d'elle-même pour ne pas se croire menacée par une bougie allumée ou un bénédicité récité dans ses murs.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien,
Le Figaro, le 8 décembre 2023

"En l'occurrence, ce qui a choqué est que les bougies de Hannouka aient été allumées à l'Élysée. Il y aurait là une ambiguïté, comme s'il y avait une officialisation d'un rite juif. C'est là que le rappel du contexte est important (lire ci-contre).La cérémonie élyséenne n'était pas une célébration religieuse mais la remise d'un prix. Ensuite, si Hanoukka se fête dans le cadre familial, elle s'exprime parfois aussi en public ; y compris dans des mairies. Et combien de maires ont ainsi allumé une bougie à l'ombre de Marianne sans que personne ne hurle à la laïcité en danger ? Ajoutons que la République devrait se sentir suffisamment sûre d'elle-même pour ne pas se croire menacée par une bougie allumée ou un bénédicité récité dans ses murs.

Évidemment, cette polémique arrive un mois après un refus de participer à la marche contre l'antisémitisme qui n'avait pas été compris, notamment au sein de la communauté juive. Cette lumière allumée pouvait être dès lors interprétée comme une sorte de séance de rattrapage. Si tel était l'objectif, il est manqué puisque le Crif y a vu une « erreur » de la part du président de la République.
(...)
Mais cette polémique conjoncturelle traduit un débat de fond sur une laïcité qui, au lieu de garantir la liberté des cultes, cherche à en marginaliser l'expression. La renaissance de Notre-Dame n'offre-t-elle pourtant pas la meilleure preuve que c'est le génie particulier d'une religion qui confère à un édifice ou à une tradition sa valeur universelle ?
Cela fait partie aussi de la geste présidentielle que de veiller à l'interprétation des gestes présidentiels."

Lire la suite

Hanouka à l'Élysée : "Je n'ai pas violé la République", affirme Haïm Korsia, grand rabbin de France (long format vidéo) | Clermont-Ferrand (63000)

Les ravages de la guerre entre le Hamas et Israël, le risque d'importation du conflit en France, l'explosion des actes antisémites : l'actualité nationale et internationale appelait de nombreuses questions au grand rabbin de France, de passage à Clermont-Ferrand pour célébrer Blaise Pascal.

Lire la suite

Comment Macron s'est fait piéger par le grand rabbin de France avec la bougie d'Hanoucca

L'affaire de la "bougie d'Hanoucca" a été provoquée par Haïm Korsia à l'Elysée. Une partie de la communauté juive, et notamment le président du Crif, a pris ses distances au nom des principes de la laïcité.

Sommaire

1. La surprise de Macron,
2. Visite de Notre Dame,
3. Pas de mea-culpa,
4. Le Crif désavoue Korsia,
5. Deux approches.

Lire la suite

AUTOCENSURE

Charlotte Gainsbourg, black micmac

Enregistrer un album de funk et de soul ? « Ah non, ça, tu ne peux pas, c'est de la musique trop noire », s'offusque un membre de l'équipe de Charlotte Gainsbourg.

> *Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :*
> **Article issu de l'hebdomadaire, Franc-Tireur, le 6 décembre 2023**
>
> "L'anecdote est rapportée par les Inrocks, à qui la Française partie enregistrer un album aux États-Unis a confié ses tribulations et le retard pris. Sans nier la longue et manifeste histoire de pillage du répertoire de musiciens noirs par des artistes blancs, la chanteuse s'étonne et rappelle que son père est allé toute sa vie « piocher dans d'autres musiques », détaillant : « Ce n'est pas s'approprier une culture mais s'en inspirer, pour l'emmener vers autre chose. » La quintessence de l'art. Avec le raisonnement qui lui a été opposé, non seulement on prive des genres comme la soul ou le funk d'évoluer et de se mélanger, mais en plus on empêche des artistes de collaborer sur de nouveaux projets. En poussant l'argument à son paroxysme, on arrête tout bonnement de faire de la pop et du rock car, au fond, tout découle du blues ! Et bien sûr, comble de l'histoire, Charlotte Gainsbourg précise que la personne derrière ce raisonnement est… blanche. Qu'y a-t-il de pire que la censure ? L'autocensure. "

Lire la suite

CHARTE DE LA LAÏCITÉ EN CATALAN

La Laïcité s'affiche et s'affirme aussi en catalan

C'est lors de l'Assemblée générale de l'Office Public de la Langue Catalane (OPLC), réunie à l'Université de Perpignan jeudi 7 décembre, que les membres de cet établissement public ont présenté l'une des dernières productions pédagogiques : la Charte de la Laïcité à l'École – Carta de la Laïcitat a l'Escola.

Lire la suite

DÉLIT DE BLASPHÈME

Déchirer une page du Coran pourra être sanctionné de 2 ans de prison… Le Danemark rétablit le délit de blasphème

Ce jeudi 7 décembre, le parlement danois a adopté une loi interdisant les « traitements inappropriés » de textes religieux, notamment les autodafés du coran. Une mesure qui intervient après plusieurs profanations du livre saint de l'islam dans le pays scandinave, lesquelles avaient suscité la colère des pays musulmans.

Lire la suite

Autodafés du Coran : quand le Danemark cède une fois de plus au djihad diplomatique

LA CHRONIQUE DE FERGHANE AZIHARI | Le Danemark a adopté une loi pour condamner les autodafés du Coran sous la pression islamiste. Une capitulation, symptôme de la faiblesse de l'Occident.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu de l'hebdomadaire, Le Point, le 13 décembre 2023

"D'autant que bien des précédents internationaux auraient dû nous alerter sur le danger que l'impérialisme islamique faisait peser sur les sociétés européennes. Outre Rushdie, songeons à l'assassinat de Theo Van Gogh aux Pays-Bas, qui fut le point de départ de la fameuse affaire des caricatures, comme le rappelle l'avocat Richard Malka dans son essai Le droit d'emmerder Dieu. Cet assassinat est suivi d'une controverse déclenchée par un auteur danois qui se plaint de ne trouver aucun illustrateur pour un livre pédagogique sur Mahomet.
(...)
Avec l'adoption de la loi condamnant les autodafés du Coran par le Parlement danois, une nouvelle étape est cependant franchie. Jusqu'ici, les soutiens de Mahomet les plus zélés n'étaient jamais parvenus à forcer un Parlement européen et démocratique à intérioriser des normes islamiques liberticides. Pourquoi d'ailleurs se donner tant de peine quand il suffisait d'intimider les Européens pour les forcer à changer de comportement à législation constante ?
(...)
Pour les mouvements terroristes et l'Organisation de la coopération islamique, l'occasion est beaucoup trop belle pour ne pas être saisie. Les pressions diplomatiques et le spectre d'attentats comparables à celui de Bruxelles - qui a fauché deux citoyens suédois - effraient les bastions de la social-démocratie scandinave. Privé du soutien de ses partenaires européens et occidentaux, le Danemark, qui avait aboli son délit de blasphème en 2017, fait marche arrière et se soumet à la menace islamiste dans l'indifférence la plus totale. À la différence des opinions musulmanes, les opinions européennes semblent beaucoup trop apathiques et léthargiques pour défendre leur civilisation avec le même zèle qu'en terre d'islam.

Se produit alors ce spectaculaire retournement de l'Histoire. Deux siècles auparavant, les Européens dictaient leurs normes aux pays musulmans. Aujourd'hui, c'est ce conglomérat de dictatures islamistes qu'est l'OCI qui se félicite de l'adoption d'une loi

européenne qui protège un livre qui n'est sacré qu'en vertu d'une vaste usurpation. C'est dire si le Coran - qui se prétend parfait et immuable malgré les nombreuses altérations humaines qu'il a subies tout au long de son histoire - mérite d'être discuté."

Lire la suite

DÉRIVE IDÉOLOGIQUE

Décolonialisme, antisionisme, antisémitisme : la grande dérive des universités américaines

GRAND RÉCIT | Depuis l'assaut du Hamas en Israël, une crise morale et politique secoue le monde académique américain, submergé par l'idéologie du wokisme, avec la bénédiction des autorités universitaires.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, Le Figaro, le 8 décembre 2023

De manière stupéfiante, les trois présidentes, s'en tenant à une stricte interprétation de la « libre parole », vont répondre évasivement que cela « dépend du contexte ». « Si c'est ciblé, sévère et large, cela peut constituer un harcèlement, si la parole devient une action, cela peut être du harcèlement », se risque prudemment la patronne de UPenn, Elizabeth Magill. « Vous voulez dire qu'il faudra commettre le crime de génocide pour parler de harcèlement, c'est inacceptable! », réplique Stefanik.

« Si la rhétorique antisémite se traduit en fait ciblé contre un individu, nous intervenons », ajoute, embarrassée, la présidente de Harvard , Claudine Gay, qui insiste elle aussi sur le « contexte », suggérant implicitement qu'appeler au génocide des Juifs n'est pas en soi une violation des règles. Une manifestation du naufrage moral des cathédrales américaines du savoir ? Après le tollé suscité par la prestation choquante des trois présidentes, le Comité pour l'éducation de la Chambre des représentants a ouvert une enquête sur la manière dont les trois établissements gèrent la montée de l'antisémitisme , initiative soutenue par les démocrates comme les républicains.

Sommaire

1. Au nom de la « justice sociale »,
2. Des « khmers » décolonialistes,
3. Un discours pro-Hamas,
4. Un endoctrinement idéologique,
5. « La tradition des Lumières françaises n'existe plus ic i»,
6. « Le débat a cédé le pas au militantisme »,
7. Un début de riposte,
8. L'héritage intellectuel classique.

Lire la suite

DÉRIVE MÉDIATIQUE

À Sciences-Po, la mise en retrait du Droit ?

Sciences Po n'a provisoirement plus de directeur. Mathias Vicherat est en retrait au moins jusqu'au 29 janvier, le temps d'éclaircir une affaire de violences conjugales. Sage décision ou jurisprudence abusive ?

Écouter la suite

DÉRIVE SECTAIRE

"On leur demandait de faire des exercices nues" : ce que l'on sait de l'initiation très "pornographique" des victimes de MISA, la secte de yoga tantrique démantelée en France

S'il a été "constitué assez récemment" dans cette affaire, Me Rodolphe Bosselut affirme avoir déjà "été désigné par six victimes" de la secte MISA. Toutes décriraient, à quelques variantes près, le même mode opératoire.

Lire la suite

DISSOLUTION

Academia Christiana : les précédentes dissolutions prononcées par le gouvernement

Le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin a annoncé la dissolution du groupuscule Academia Christiana dimanche 10 décembre. Depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, plus d'une trentaine d'associations ont été visées par cette mesure.

Sommaire

1. Les groupuscules d'extrême droite,
2. Le feuilleton juridique de la dissolution des Soulèvements de la terre,

3. Vagues de dissolutions d’associations accusées d’être proches de l’islamisme radical.

Lire la suite

DROIT DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

Guillaume Trichard : « Le droit à mourir dans la dignité sera un progrès majeur »

OPINION | Le grand maître du Grand Orient de France en appelle solennellement au chef de l’État afin d’accélérer la mise en débat d’un projet de loi sur le droit à mourir dans la dignité.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, La Tribune, le 10 décembre 2023

"Alors pourquoi attendre ? Le texte devait être déposé « d'ici la fin de l'été 2023 » puis à l'automne 2023. Il ne l'est toujours pas... Le sera-t-il au moins au printemps 2024? Rien, à ce stade, ne le garantit. L'hiver du désarroi démocratique est là. Le clair-obscur domine. L'exécutif, incertain, semble jouer ou subir la montre. Tous ceux qui, comme les francs-maçons, ont à cœur une certaine idée du progrès et de l'amélioration matérielle et morale de l'humanité ne peuvent que s'en inquiéter.
Dans le même temps, les souffrances des agonisants s'aiguisent, s'aggravent, se multiplient. Comme chaque fois que s'entrouvre la porte d'une grande réforme sociétale, l'esprit de la contre-réforme pousse ses feux, avec des arguments souvent biaisés.
(...)
Alors que chacun s'accorde à reconnaître les manques cruels de la législation actuelle qui conduisent certains de nos concitoyens à franchir les frontières de l'Hexagone pour accéder à une fin paisible, l'exécutif ne saurait reculer davantage. Il est regrettable de retarder cette loi consensuelle dont l'adoption s'imposera comme une grande avancée, au même titre que le fut le droit à l'avortement. Pour ceux qui souffrent, qui n'aspirent plus qu'à dire adieu aux leurs dans des conditions dignes, pour cette ultime liberté, disons-le sans ambages: l'audace de l'humanisme doit prévaloir, ici et maintenant, sans attendre et avec le respect que l'on doit à tout homme qui, en conscience, veut rester maître de sa destinée."

Lire la suite

Aide active à mourir : Emmanuel Macron peut-il décider seul ?

Le gouvernement reporte à nouveau la présentation du projet de loi sur la fin de vie. Un an après le début de la Convention citoyenne, l'impatience grandit.
Qui fait la loi ? Le chef de l'État, le gouvernement, ou le Parlement ? Question brûlante, en pleine bataille sur l'immigration, en pleine cacophonie politique… Cette question vaut pour un autre sujet, brûlant lui aussi : la fin de vie, l'aide active à mourir. Emmanuel Macron a promis une loi. C'était au mois d'avril, juste après la Convention citoyenne sur la fin de vie. Le chef de l'État en appelait au Parlement, pour une "coconstruction" et un travail "transpartisan".
Aujourd'hui, ces mots paraissent incroyables, tant l'atmosphère politique est électrique… Sur un sujet qui divise, la liberté de choisir sa mort, des citoyens ont réussi à dégager des convergences. Ils ne sont tous tombés d'accord, loin de là. Mais ils ont travaillé, sérieusement, pendant près d'un mois. Avec un résultat : à plus de 75 %, sous conditions, ils veulent autoriser l'aide active à mourir. Concrètement, l'assistance au suicide et l'euthanasie.

Écouter la suite

DROIT DE RETRAIT

Les professeurs « en danger » dans les Yvelines avaient « tiré la sonnette d'alarme », affirme le Snes-FSU

Les enseignants du collège Jacques-Cartier, à Issou, qui ont exercé leur droit de retrait lundi après qu'un professeur de français a été agressé verbalement par des élèves, se sont sentis abandonnés, affirme le syndicat.

Lire la suite

Yvelines : « Osons dire aux parents qu'ils n'ont pas le droit de contester les enseignements des enseignants »

FIGAROVOX/TRIBUNE | Des enseignants d'un collège à Issou ont exercé leur droit de retrait après qu'un professeur a été agressé verbalement par des élèves pour avoir présenté en cours une œuvre d'art du XVIIe siècle. Pour l'essayiste Fatiha Boudjahlat, face au communautarisme, l'Éducation nationale doit «assumer le face-à-face» avec les parents.

Lire la suite

Laïcité : des professeurs alertent sur un nouvel incident lors d'un cours de français

Analyse | Lundi 11 décembre, les enseignants du collège Jacques-Cartier d'Issou (Yvelines) ont cessé de faire cours à la suite de menaces reçues par l'une d'entre eux, professeure de français, qui avait montré un tableau du XVIIe siècle représentant des femmes dénudées. Une partie de ses élèves de sixième s'en était offusquée.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, La Croix, le 12 décembre 2023

"L'incident ne s'est pas arrêté là. Un parent d'élève a envoyé un courriel au chef d'établissement, affirmant que son fils avait été empêché de s'exprimer pendant cette heure et qu'il allait porter plainte. Cet engrenage des faits, qui n'est pas sans rappeler le mécanisme de rumeurs qui avait mené au meurtre de Samuel Paty, a fortement choqué l'ensemble de l'équipe éducative. Aussi, lundi, les professeurs ont fait valoir leur droit de retrait. Dans un courrier au rectorat, ils ont également dénoncé la passivité de ce dernier, alors que 18 signalements lui ont été adressés depuis septembre pour ce même établissement, dont certains pour des atteintes à la laïcité, mais étaient restés sans réponse. Or, ce collège ne représente pas un cas isolé. « Nous constatons de plus en plus d'atteintes à la laïcité », estime Marie-Laure Tirelle au syndicat Unsa. « Un tel incident aurait pu se produire n'importe où », renchérit Jean-Rémi Girard, au Snalc."

Lire la suite

FÉMINISME ET ANTISÉMITISME

« À chaque féministe de gauche, nous demandons : où en êtes-vous par rapport à l'antisémitisme ? »

Se sentant isolées, voire stigmatisées depuis les massacres du 7 octobre, la journaliste Noémie Toledano et l'autrice Lisa Serero, rejointes par l'actrice Agnès Jaoui, lancent, dans une tribune au « Monde », un cri de ralliement contre l'antisémitisme et toutes les discriminations.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, Le Monde, le 9 décembre 2023

Sommaire
1. Malaise rampant,
"Quoi qu'en disent actuellement la droite, l'extrême droite et ces féministes dont l'universalisme est à géométrie variable, ces voix existent. Elles doivent devenir plus nombreuses. Par ailleurs, nous entendons des féministes juives progressistes dire qu'elles ne se sentent pas assez soutenues par notre mouvement, un sentiment accru depuis le 7 octobre. Certaines témoignent même de propos et d'actes antisémites dans nos espaces. C'est

intolérable.
(...)
Parce que trop d'opportunistes, qui jamais ne soutiennent un féminisme antiraciste, contre l'islamophobie, le validisme [pression, voire discrimination envers les personnes vivant avec un handicap], les LGBTphobies…, tentent d'invalider nos combats. Parce que nous sommes féministes et de gauche."

2. Oppressions spécifiques,
"Nous devons porter plus fort la lutte contre l'antisémitisme, au même titre que tous les racismes et leur intersection avec les autres discriminations.
(...)
Les juifs, comme tout groupe humain, ont le droit d'être vus dans leur complexité. Prendre conscience qu'il existe aussi, dans tous les camps politiques, dont le nôtre, des discours de déshumanisation à l'encontre des Israéliens et des juifs, souvent perçus comme détenteurs de pouvoir. Au même titre que les récits dominants visent
à déshumaniser Palestiniens, Arabes et musulmans, nous renvoyons dos à dos celles et ceux qui en sont coupables."

3. En finir avec l'instrumentalisation de la souffrance.
"Par ailleurs, nous souhaitons que les autorités israéliennes collaborent avec les instances onusiennes et soutiennent les organisations indépendantes qui enquêtent actuellement sur les exactions commises par le Hamas contre des femmes, afin qu'elles soient reconnues juridiquement. Nous demandons la fin de l'instrumentalisation de la souffrance des victimes du 7 octobre à des fins politiques, plus précisément, le non-respect du droit international et la justification de crimes contre des civils palestiniens.

Nous, féministes de gauche, devons nous montrer à la hauteur de la situation. Nous devons montrer avec plus de force à nos sœurs juives qu'elles ont toute leur place dans nos rangs. Nous devons écouter et croire leurs vécus. Nous devons accepter de regarder en face la tentation antisémite et la combattre de toutes nos forces, comme nous combattons l'islamophobie, le racisme, la transphobie, le validisme et toutes les discriminations qui s'ajoutent à celles que nous vivons déjà en tant que femmes."

Lire la suite

FÉMINISME INTERSECTIONNEL

Résister ou déserter

Il y avait deux façons de contester l'appropriation de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes par les féministes intersectionnelles de #NousToutes. Face à celles qui voudraient oublier les filles et les femmes victimes de la violence islamiste, il n'y avait que deux choix, le bon ou le mauvais, résister ou déserter.

> *Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :*
> **Article issu de l'hebdomadaire, Franc-Tireur, le 29 novembre 2023**
>
> "Plusieurs associations féministes universalistes et laïques ont fait savoir qu'elles refusaient de battre le pavé aux côtés de ce féminisme à l'empathie hémiplégique. Si on comprend le ressentiment, il reste une démission. Se taire n'est pas le meilleur moyen de se faire entendre. Vaillantes, d'autres ont refusé l'intimidation. Saluons le collectif Nous vivrons, qui, derrière Sarah Aizenman, uni par le moment et sans habitude militante, a voulu porter la voix des femmes israéliennes, en brandissant les visages des kidnappées du Hamas, en rappelant les viols et les massacres du 7 octobre. Encadrées par des CRS, admonestées par des antifas, encerclées par des drapeaux palestiniens (de ceux qui cachent l'antisémitisme derrière un antiracisme de façade), ces femmes n'ont rien lâché, jusqu'à ce que les forces de l'ordre privilégient le départ. Question de sécurité.
> Si d'autres étaient venues gonfler les rangs de ces courageuses… On aurait pu crier à leurs côtés la souffrance des Iraniennes en lutte contre le voile, l'enfermement des Afghanes piégées sous leur drap, le calvaire des Ukrainiennes sous les bottes russes. « Soyez leurs voix » ! Que leurs relais refusent d'être bâillonnés, par lassitude ou colère. "

Lire la suite

ISLAMOPHOBIE

"Là, c'est pire que d'habitude" : face à la hausse des actes islamophobes, les musulmans de France entre peur et résignation

Les actes antimusulmans sont en hausse depuis début octobre en France. Une flambée de haine attisée par l'actualité : les attaques du Hamas contre Israël, le meurtre de Thomas à Crépol, les attentats islamistes d'Arras et de Paris... Victimes et associations antiracistes témoignent de ce phénomène.

Lire la suite

"Résistance en France" : quand la presse britannique sert la soupe des militantes contre "l'islamophobie"

Pour la une de son numéro d'hiver, le magazine de mode britannique « Dazed » a choisi de mettre en avant trois activistes françaises musulmanes vêtues de vêtements religieux bleu blanc rouge, présentées comme des « résistantes » face à « l'islamophobie » dans l'Hexagone. Le contenu du long article qui leur est consacré est à l'avenant…

Le drapeau tricolore en couverture d'un mensuel britannique ? C'est possible… mais pas forcément comme vous l'attendez. À l'occasion de son numéro d'hiver 2023, le magazine Dazed a choisi de faire sa une sur trois Françaises de confession musulmane, voilées et drapées dans de longues tuniques bleu blanc rouge. Ces trois femmes, sobrement présentées comme des « résistantes » face à « l'islamophobie » qui régnerait dans l'Hexagone, ne sont pas n'importe qui.

Sommaire

1. LE CONSEIL D'ÉTAT ? « PAS INDÉPENDANT »,
2. « LAÏCITÉ D'EXCLUSION »,
3. KONBINI ADORE !

Lire la suite

LAÏCITÉ À L'ANGLAISE

La laïcité à l'anglaise : autre pays, autres mœurs ?

Ceux qui ont observé le couronnement du roi Charles III en mai 2023 pourraient penser que le Royaume-Uni est tout le contraire d'un pays laïc. Dans l'abbaye de Westminster, le nouveau chef de l'État a reçu son mandat de l'archevêque de Canterbury et est ainsi devenu chef de l'Église d'Angleterre. Pourtant, les apparences sont trompeuses.

La situation actuelle outre-Manche est complexe, tributaire des contradictions et des compromis de l'histoire britannique. Dans le fond, l'Angleterre devient une société séculière mais sans avoir adopté le principe français de la laïcité.

On cite souvent le philosophe américain Charles Taylor, qui distingue trois éléments majeurs dans la sécularisation des sociétés occidentales : le déclin de la croyance religieuse, la conception de la religion comme choix personnel du croyant, et la séparation entre l'Église et l'État. Concernant les deux premiers éléments, la France et l'Angleterre sont assez proches.

Sommaire

1. Un déclin de la croyance,
2. La laïcité : vertu ou principe ?
3. La religion à l'école,
4. Les familles peuvent choisir,
5. La place du religieux en évolution,
6. Vers un régime séculier ?
7. Deux histoires proches mais différentes.

Lire la suite

LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

Respect de la laïcité : « L' Éducation nationale se nie dès qu'elle s'éloigne de ses principes républicains fondateurs », selon Jean-Michel Blanquer

La commission d'enquête du Sénat sur le traitement des menaces et violences à l'encontre des enseignants auditionnait, ce mardi, Jean-Michel Blanquer. L'ancien ministre de l'Éducation nationale est revenu sur son bilan en matière de lutte contre les atteintes à la laïcité.

Lire la suite

Laïcite et droit de questionner

Après une rentrée où le port de l'abaya a cristallisé les débats médiatiques sur l'islam, l'enseignement du fait religieux ne bénéficie pas d'un contexte apaisé. Pourtant, dans son école parisienne des Cheminets, Anaïs Julien libère la parole de ses élèves plutôt que de l'interdire. Iels apprennent à distinguer croire et savoir et construisent des connaissances pour comprendre la pluralité des convictions et déjouer les assignations.

Sommaire

1. Lever les implicites,
2. Pédagogie du questionnement,
3. Sous l'angle des arts.

Lire la suite

Le vademecum du ministère de l'Éducation nationale sur la laïcité à l'école mis à jour

Quelques mois après l'interdiction du port de vêtements constituant une manifestation ostensible d'appartenance religieuse à l'école, le ministère de l'Éducation nationale vient de mettre en ligne une nouvelle version de son vademecum "La laïcité à l'école".

Si son contenu est très proche de la précédente version datant d'octobre 2020, avec vingt-trois fiches thématiques répondant chacune à des questions très précises, quelques nuances font leur apparition.

Ainsi les équipes académiques "valeurs de la République", qui interviennent dans les établissements depuis 2022, sont intégrées parmi les ressources que les équipes éducatives peuvent solliciter. Et s'il s'adresse avant tout au personnel de l'Éducation nationale, le

vademecum "peut également intéresser les parents d'élève" et "servir de ressource […] pour les partenaires associatifs de l'école".

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Pour aller plus loin

Cliquez sur le vademecum

Lire la suite

LAÏCITÉ DANS LE MONDE

"La démocratie ne peut être pleine et entière là où la religion dicte ses règles"

Ces 8 et 9 décembre 2023, l'organisation Laïques Sans Frontières (LSF) organise, conjointement avec le Comité Laïcité République (CLR), le Council of Ex-Muslims of Britain (CMB), et l'Association EGALE (Égalité Laïcité Europe), une conférence internationale intitulée « Laïques de tous les pays, unissez-vous ! ». Un événement dont « Marianne » est partenaire. La cinéaste Nadia El Fani, présidente de LSF, nous explique l'importance de ces deux jours.
« Laïques de tous les pays, unissez-vous ! » De ce slogan détourné de l'injonction marxiste est né le titre d'une conférence internationale qui se tiendra les 8 et 9 décembre 2023 à Paris à l'initiative de LSF (Laïques Sans Frontières) et CEMB (Council of Ex-Muslims of Britain).

Sommaire
1. ESSENTIELLE LAÏCITÉ,
2. POURSUIVRE LE COMBAT,
3. UN ÉVÉNEMENT EXCEPTIONNEL.

Lire la suite

Laïques sans frontières : pour une loi de 1905 universelle

C'est un rassemblement qui fera date. Vendredi et samedi dernier, pour la première fois en France, des militants laïques du monde entier, athées et libre penseurs, se sont réunis avec un mot d'ordre : appeler à mettre en place la laïcité dans tous les pays du monde. Nous publions en exclusivité leur appel.

(...)

Comment devenir athée

Les participants souhaitent aussi « que l'on ne regarde plus le monde musulman comme un bloc » : « oui, il y a des athées en Islam ! » proclame le livret de présentation de l'événement. Ils étaient nombreux à le revendiquer et à dénoncer la manière dont ils sont

parfois perçus dans les pays dans lesquels ils sont réfugiés : considérés comme « islamophobes » et pas soutenus par les partis de gauche dans leurs pays d'accueil. « Pourquoi on est devenus athées ? La réponse est simple : parce qu'on a lu le Coran ! » lance Fauzia Ilyas, ex-musulmane qui a dû fuir le Pakistan.

Lire la suite

LAÏCITÉ ET ENSEIGNEMENT

« On a appris notre religion avant la Constitution » : à l'école, le défi d'enseigner la laïcité - Le Parisien

Ce vendredi 8 décembre, des initiatives ont lieu dans les établissements scolaires pour la « journée de la laïcité » qui marque la date anniversaire de la loi de 1905 sur la laïcité. D'ici à quelques semaines, un renforcement des cours sur le sujet sera annoncé. Car parfois certains élèves remettent en cause cette valeur.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Parisien,
le 8 décembre 2023

Sommaire

1. Une demi-heure par semaine au collège et au lycée,

"Actuellement, la laïcité est enseignée dans le cadre de l'enseignement moral et civique (EMC), dispensé par les profs d'histoire-géo. « Les jeunes réfléchissent aux droits, libertés et principes républicains, tout en mobilisant leurs connaissances historiques », précise Christine Guimonnet, enseignante dans la discipline. Au collège et au lycée, une demi-heure hebdomadaire y est consacrée."

2. Un prof qui renonce à inviter une rescapée de la Shoah,

"À quoi ressemble sa remise en cause ? C'est par exemple quand un élève dit que « le Prophète est au-dessus de tout » au moment de parler des lois de la République, se souvient un professeur. Un autre rapporte le moment où un élève de 15 ans a « remis en cause la théorie de l'évolution », au prétexte que Dieu serait l'origine du monde.

« Pendant cinq ou dix minutes, il a refusé d'ouvrir le manuel de SVT, se souvient ce prof d'un lycée du Nord. Je lui ai dit :. Il a fini par lâcher. » Il y a aussi ce prof qui renonce à inviter une rescapée de la Shoah à témoigner de son histoire en classe. « Trop risqué », interprète celle-ci. Récemment, c'est une prof de Montreuil qui a surpris un élève « prier dans un couloir. »

De tels incidents ne sont pas le fait uniquement des élèves musulmans. « Certains évangélistes ou les témoins de Jéhovah mettent la religion au-dessus du reste », développe Étienne, principal en banlieue. Se souvenant que les catholiques avaient aussi été « chauds » lors de la polémique sur les ABC de l'Égalité, programme testé en 2013 par l'ex-ministre Najat Vallaud-Belkacem pour lutter contre les stéréotypes de genre."

(...)

3. Ni angélisme ni renoncements,
(...)
"Alors, les profs font-ils de l'autocensure ? Non, estime la porte-parole de la discipline la plus aux prises avec le sujet. « Je ne connais pas de collègues qui renoncent à enseigner la naissance des monothéismes, les croisades, la Shoah ou la laïcité, assure-t-elle. Sans doute certains font-ils preuve de davantage de prudence, prennent-ils plus de temps pour ne heurter aucune conscience... Mais c'était déjà dans les directives de Jules Ferry des années 1880 ! »"

4. Le gouvernement devrait renforcer l'EMC.
"D'ici à début 2024, le gouvernement devrait renforcer l'EMC dans le second degré et en augmenter les horaires. « C'est une nécessité quand on pense aux trente petites minutes hebdomadaires qui y étaient consacrées », commente Joëlle Alazard. Et, face aux dégâts causés par les fake news (fausses informations) des réseaux sociaux, l'accent devrait aussi être mis sur l'éducation aux médias et à l'information."

Lire la suite

LAÏCITÉ EN FRANCE

« La laïcité n'est pas construite contre la religion » : l'historien Guylain Chevrier en conférence à Saint-Paul-lès-Dax

Ancien membre de la mission Laïcité du Haut Conseil à l'intégration, Guylain Chevrier abordera la question : « La laïcité, pourquoi ? ». Rendez-vous ce mardi 12 décembre au lycée Haroun-Tazieff.
Comme elle le fait chaque année pour marquer l'anniversaire de la loi du 9 décembre 1905, dite de séparation des Églises et de l'État, l'association départementale Laïcité 40 organise une conférence-débat gratuite. Elle aura lieu mardi 12 décembre à 18 h 30 au lycée Haroun-Tazieff et sera animée par Guylain Chevrier. Docteur en histoire, formateur sur la prévention de la radicalisation et le principe de laïcité, l'enseignant de Paris XIII et ancien membre de la mission Laïcité du Haut Conseil à l'intégration essaiera de répondre à la question : « La laïcité, pourquoi ? ».
Rencontre.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, Le Sud Ouest, le 7 décembre 2023

Sommaire
1. Pourquoi est-il important de valoriser la laïcité ?
"La laïcité est humanisme. Elle n'est pas construite contre les religions. En réalité, elle est née de la prise de conscience collective que l'homme peut décider de son propre destin, sans faire appel à une volonté extérieure. Elle permet d'établir la souveraineté du peuple. C'est le passage du droit dit par les dieux aux droits faits pour les humains, par les hommes, qui

marque l'histoire de la laïcité. On est dans un processus d'émancipation. Pas des uns contre les autres, mais de l'homme en lui-même. Selon moi, c'est une valeur essentielle."

2. Est-ce qu'en la matière, l'État français n'a pas la main qui tremble ?
3. Comment défendre la laïcité ?

Lire la suite

La Laïcité française ou le vivre ensemble

Émission spéciale au Collège Henri de Toulouse-Lautrec de Toulouse en compagnie des collégiens participant au Parcours Laïque et Citoyen, de leur professeur Mme Yamina Fouhami et du président du Conseil départemental Sébastien Vincini. Qu'est-ce que la laïcité ? On s'interroge ensemble.

La laïcité garantit la liberté de conscience. De celle-ci découle la liberté de manifester ses croyances ou convictions dans les limites du respect de l'ordre public. La laïcité implique la neutralité de l'Etat et impose l'égalité de tous devant la loi sans distinction de religion ou conviction.

Initié par le Conseil départemental en 2016, en collaboration avec l'Éducation nationale, le Parcours laïque et citoyen (PLC) est une offre à la libre disposition des collèges et des écoles primaires pour promouvoir les valeurs de la République et le principe de laïcité. L'objectif du Parcours Laïque et Citoyen et de faire émerger une conscience citoyenne chez les élèves de CM1 et CM2 et chez les collégiens, afin qu'ils deviennent des acteurs responsables, épanouis, ouverts sur les autres et sur le monde qui les entoure.

Lire la suite

Natacha Polony : "Comme la laïcité, le drapeau et la nation, n'abandonnons pas le cochon à l'extrême droite"

L'idée que le porc deviendrait un marqueur identitaire, donc non inclusif et ne permettant pas d'ouvrir la France à des populations qui ne seraient pas banches chrétiennes et qui viendrait d'ailleurs, s'installe subrepticement, déplore Natacha Polony, directrice de la rédaction de « Marianne ».

Cela a l'air d'un gag, mais le chef du groupuscule néonazi qui a voulu organiser une ratonnade à Romans-sur-Isère le week-end dernier se fait appeler « Gros Lardon ». Cette nouvelle obsession est intéressante. Elle date d'il y a déjà quelques années, une ou deux décennies du côté de l'extrême droite pour le cochon et le jambon. On l'aura compris : le principe de base, c'est que les nouveaux ennemis de l'extrême droite, ce ne sont plus tant les juifs que les musulmans. On est passé d'ailleurs, et c'est significatif, de la haine raciste de l'Arabe à la haine du musulman en général, sachant que toute personne d'origine maghrébine est supposée musulmane. Finalement, l'extrême droite a le même rapport au concept d'athéisme que les islamistes, c'est-à-dire que l'apostasie est impensable.

(...)
Le problème actuel de la fracturation à partir de la nourriture, c'est justement que par facilité, beaucoup d'entreprises de restauration collective, de cantines scolaires par exemple, abandonnent le cochon au profit de produits plus chers pour ne pas s'embêter à faire des menus différents. La filière porcine française est donc en train de disparaître. Peu à peu, à force d'effacer le cochon des menus français, ce à quoi participe également l'injonction hygiéniste de certains médecins qui considèrent que la première bouchée de charcuterie est déjà une manière de provoquer un cancer, tout cela contribue petit à petit à laisser croire qu'il y aurait une dimension identitaire, fermée et à la limite du racisme au simple fait d'apprécier le cochon et la charcuterie. Alors acceptons de partager du cochon et d'en manger avec des gens qui n'en mangent pas et donc de maintenir la possibilité de manger à la même table. Ce combat culturel est absolument essentiel et nous n'allons pas l'abandonner à Gros Lardon.

Lire la suite

Pour ce doctorant, "la laïcité n'est pas un principe à géométrie variable"

Dans le cadre de la semaine de la laïcité, Pierre Juston, doctorant en droit public à l'université de Toulouse, interviendra à deux reprises dans le département. Il se confie sur ce principe essentiel de la République, mais pas toujours maîtrisé.

"Laïcité et espaces publics" ce mercredi de 9h à 12h à l'espace Robert Hossein de Lourdes, "Laïcité en milieu scolaire" à l'Alamzic à Bagnères jeudi de 9h à 12h et "Laïcité et santé", vendredi de 18h à 20h, à l'Institut de formation en soins infirmiers de Tarbes, voilà la séquence élaborée par la préfecture des Hautes-Pyrénées pour la Semaine de la laïcité. Dans le département, depuis la rentrée, "très peu d'atteintes aux valeurs de la République ont été recensés. Les équipes éducatives restent très attentives à l'ambiance et aux éventuels signaux faibles" précise-t-on à la préfecture. Doctorant en droit public, Pierre Juston animera deux de ces trois conférences gratuites.
Entretien.

Sommaire

1. La laïcité, en quoi consiste-t-elle vraiment ?
2. Pourquoi a-t-on le sentiment que cette laïcité s'étiole à l'aune de ce siècle ?
3. L'école, la santé sont des terreaux où la laïcité semble fragile...
4. La laïcité est-elle plus préservée dans les territoires ruraux ?

Lire la suite

La laïcité serait-elle un nouveau Mur de Berlin ?

Du voile islamique à la bougie d'Hanouka en passant par les tentatives de déchristianiser Noël, la laïcité ne parvient plus à faire autorité. Tant qu'on n'osera pas faire la différence entre les religions, estime notre chroniqueur Louis Daufresne, la laïcité autoritaire sera toujours une impasse.

Sommaire

1. Un discours incantatoire et ambigu,
2. La République piégée,
3. Dépolluons Noël.

> *Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :*
>
> **Avertissement**
>
> Aleteia est un site internet d'actualités générales et de spiritualité, décliné en six langues, lancé en 2012 par la Fondation pour l'évangélisation par les médias avec le soutien de l'Église catholique. En 2015, le groupe Média participations est devenu l'opérateur industriel d'Aleteia.

Lire la suite

LAÏCITÉ ET LES FRANÇAIS MUSULMANS

Laïcité et victimisation : l'enquête choc qui révèle à quel point se creuse le fossé entre les musulmans et les autres Français | Atlantico.fr

Laïcité et victimisation : l'enquête choc qui révèle à quel point se creuse le fossé entre les musulmans et les autres Français
Selon une enquête IFOP publiée ce vendredi, 78 % des Français musulmans pensent ainsi que la laïcité telle qu'elle est appliquée aujourd'hui par les pouvoirs publics est discriminatoire envers eux. Pas de quoi faire passer la polémique allumée par Emmanuel Macron avec l'organisation de l'allumage d'une bougie d'Hanouka à l'Élysée.

Sommaire

1. Atlantico : D'après les résultats de l'enquête IFOP, une très large majorité de français musulmans (78 %) partagent le sentiment que la laïcité telle qu'elle est appliquée aujourd'hui par les pouvoirs publics est discriminatoire envers les musulmans. Faut-il s'en inquiéter ? Comment expliquer que la laïcité des institutions et de l'État leur paraisse discriminante ?

2. Les 3/4 des Français musulmans souhaitent un retour au régime concordataire appliqué en France jusqu'au vote de la loi de 1905. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'ils sont en rupture avec les principes de la République ?

3. 75 % des Français musulmans soutiennent le droit des athlètes françaises à porter des couvre-chefs religieux aux prochains JO en France. 83 % soutiennent aussi l'introduction de menus à caractère confessionnel (halal ou casher). Pourquoi cette volonté de vouloir faire en sorte que la communauté prime sur la règle nationale ?

4. Dernier chiffre marquant : sur l'abaya, 81 % des Français approuvent son interdiction contre 28 % seulement chez les Français musulmans. Peut-on parler d'une profonde rupture entre les Français musulmans et le reste du pays ?

Lire la suite

Une majorité de jeunes pense que la laïcité stigmatise les musulmans, selon deux études

La pratique de la laïcité s'avère-t-elle discriminatoire envers les musulmans ? C'est l'avis d'une majorité de jeunes et de musulmans, selon deux études publiées en amont de la Journée de la laïcité marquant samedi la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Selon un sondage Ifop publié vendredi et réalisé auprès de Français musulmans, 78 % d'entre eux estiment que « la laïcité telle qu'elle est appliquée aujourd'hui par les pouvoirs publics est discriminatoire envers les musulmans ».

Une autre étude de l'institut Kantar, publiée le 30 novembre, montre que 60 % des jeunes de 18 à 30 ans sont d'accord avec l'affirmation suivante : « La défense de la laïcité est instrumentalisée par des personnalités politiques et des journalistes qui veulent en fait dénigrer les musulmans. » « La définition de ce qu'est avant tout la laïcité n'est pas consensuelle » chez les jeunes, souligne l'institut, puisque 29 % estiment qu'il s'agit de mettre toutes les religions sur un pied d'égalité, 27 % d'assurer la liberté de conscience et 22 % de séparer les religions de la sphère politique et de l'État.

Si 68 % des jeunes estiment que « la pratique de la laïcité devrait évoluer en France », les avis sont partagés entre aller vers plus de fermeté envers les expressions des identités religieuses (42 %) et plus de tolérance (35 %).

Lire la suite

Étude sur les jeunes et la laïcité : plus de tolérance, et plus de croyance

Une enquête commandée par deux sociologues indique que les 18-30 ans ont de moins en moins de réticences à voir des signes ostensibles de religion dans l'espace public, et qu'une part croissante d'entre eux affirment croire en Dieu.

Sommaire

1. Laïcité instrumentalisée,
2. 43 % croient en Dieu.

Lire la suite

Synthèse_Ifop_ElmaniyaTV_2023.12.08.pdf

Étude publiée à l'occasion de la journée nationale de la laïcité (9 décembre).

Lire la suite

Un sondage choc sur la laïcité et la place des religions secoue la France

Depuis quelques jours, un sondage choc ne cesse de faire parler de lui en France. À l'occasion de la Journée nationale de la laïcité, le 9 décembre, la chaîne laïque franco-arabe Elmaniya a commandé à l'Ifop une vaste enquête afin de mesurer où se situent les musulmans sur les questions relevant de la religion et de la laïcité. Or, la plupart des réponses illustrent l'écart considérable qui sépare sur ces questions les musulmans de la majorité des Français.

Parmi les résultats les plus frappants, on découvre que 78 % des Français musulmans de 15 ans et plus jugent islamophobe et discriminatoire « la laïcité telle qu'elle est appliquée aujourd'hui ». Ils sont même 44 % à la juger très discriminatoire. Seuls 11 % semblent en accord avec sa pratique actuelle. Une opinion en décalage radical avec celle des Français en général, dont les sondages soulignent régulièrement le désir d'un resserrement des règles en cette matière. En juin dernier, un sondage semblable avait révélé que 67 % des Français estimaient que la laïcité était aujourd'hui en danger.

Sommaire

1. Voile et abaya,
2. Une religiosité renforcée,
3. Terrorisme.

Lire la suite

Gilles Kepel et Yascha Mounk : « À l'université, la liberté de penser en danger ? »

GRAND ENTRETIEN | Le directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure et le maître de conférences à l'université de Harvard, alertent sur la montée en puissance de l'idéologie woke aussi bien dans les universités américaines que françaises.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Figaro,
le 7 décembre 2023

Sommaire

1. Gilles Kepel vous êtes le titulaire de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École Normale Supérieure, mais plus pour longtemps. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

"Depuis maintenant un an, le programme de master Moyen-Orient Méditerranée que j'ai créé à l'université Paris Sciences et

Lettres, basé à l'ENS et coordonné avec l'École pratique des hautes études et l'université Paris-Dauphine, a été «cancellé»: sans même que j'aie été informé, il a disparu de l'offre des masters. Ce sont les étudiants qui me l'ont appris, car leurs camarades ne pouvaient plus y postuler en ligne. Les financements de la chaire ne seront pas renouvelés: on estime sans doute que ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient n'a aucune pertinence pour les sciences sociales ou que la manière dont j'en rends compte n'est pas satisfaisante au regard des exigences de «l'épistémologie woke»?"

2. Les répercussions du conflit entre Israël et le Hamas sur les universités aussi bien françaises qu'américaines sont-elles surprenantes ?

3. Aux États-Unis, la dérive des universités va-t-elle encore plus loin qu'en France ?

"Qui sont ces personnes qui soutiennent ouvertement le Hamas? Il faut distinguer ceux qui ont des liens avec le Moyen-Orient du monde des professeurs, universitaires, écrivains et artistes qui ont nommé cette attaque comme une action militaire, voire de résistance. Ils utilisent les catégories fondamentales de ce que je nomme la synthèse identitaire. C'est-à-dire qu'ils divisent le monde en deux catégories - les Blancs et les «people of color»,les dominants et les marginalisés. Et ils donnent une interprétation du racisme exclusivement structurelle - tous les Blancs sont coupables de racisme, et c'est impossible pour les minorités ethnico-religieuses d'être raciste, voire de faire quelque chose d'injuste, aux membres du groupe dominant. Ils appliquent ces catégories à la situation en Israël de manière très simpliste: premièrement, les Israéliens sont blancs ; deuxièmement, ils sont les colonisateurs ; troisièmement, chaque forme de résistance contre eux est justifiée. Aux yeux de cette mouvance woke, le juif est devenu le symbole du suprémaciste blanc. Pourtant, l'antisémitisme a longtemps été l'idée que le juif n'était pas assez occidental, représentant plutôt une figure orientale. Aujourd'hui, pour la première fois dans l'Histoire, les juifs sont accusés d'être trop occidentaux."

4. Gilles Kepel, votre livre retrace votre parcours. Souvent dans les pays arabes ont vous a pris pour un juif…

5. On importe en France des schémas de pensée venus des États-Unis alors que nous avons des histoires très différentes…

"Derrière ces mouvements, c'est l'universalisme qui est en jeu. Je ne suis pas forcément contre les mobilisations des membres de certains groupes identitaires: il y a une tradition éminemment respectable de ces mouvements, contre l'esclavage au XIXe siècle et pour les droits civiques au XXe siècle, mais c'était toujours dans une perspective universaliste. Ils mobilisaient évidemment une certaine partie de la population - les noirs américains, par exemple - mais ne souhaitaient pas pour autant un traitement différencié. Frederick Douglass dénonçait l'hypocrisie de ses concitoyens qui affirmaient «nous sommes nés égaux» et en même temps acceptaient l'esclavage. Mais loin de vouloir abolir les principes de la Constitution, Douglass luttait pour que ces principes soient appliqués afin que les Noirs soient traités vraiment de la même manière."

6. En juin dernier, la Cour suprême a pourtant cassé les lois sur la discrimination positive. Y a-t-il une forme de révolte contre ce mouvement ? Que pensez-vous de cette décision de la Cour suprême a priori tenue plutôt par des conservateurs ?

7. Gilles Kepel, vous faites aussi l'éloge de l'universalisme à la française. Est-il la meilleure réponse que l'on puisse apporter au wokisme ? N'a-t-il pas été aussi en France un piège, oublié que face à des identités fortes il faut aussi avoir identité forte ?

"L'équivalent de l'«identity» en français est plutôt le communautaire, voire le communautarisme. Au contraire, en anglais, «community» a un sens beaucoup plus large. Pour les populations étrangères ayant vocation à devenir françaises, la France privilégiait, à travers son école, un processus d'inclusion de l'individu. À partir de 1989, lorsque des organisations islamistes ont considéré que la France faisait partie de la terre de l'islam parce qu'il y avait des musulmans nés en France, l'insertion communautaire a été au contraire privilégiée. Selon ce raisonnement, le groupe prévalait sur l'individu parce que, seul, l'individu était broyé par les autres, tandis qu'en étant dans son groupe, il allait pouvoir s'épanouir davantage. Les marqueurs des valeurs spécifiques ont été encouragés - la couleur aux États-Unis ou l'expression de la foi en France. À cette époque, les affaires de voiles islamiques à l'école en France n'ont pas été comprises par la presse anglo-saxonne. La logique est pourtant simple: le salafiste veut renforcer la rupture identitaire. Les politiques d'extrême gauche, qui étaient les plus universalistes auparavant - la classe ouvrière était indivisible, se font aujourd'hui les fers de lance de la lutte contre l'islamophobie et les violences policières, pour que les imams fréristes appellent leurs ouailles à voter pour eux, ce qui leur permettra, espèrent-ils, de remporter les élections dans ces quartiers."

Lire la suite

Laïcité : des chiffres affolants

L'enquête de l'Ifop réalisée à l'occasion de la journée nationale de la laïcité, le 9 décembre, n'en finit plus d'alarmer.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu de l'hebdomadaire, Franc-Tireur, le 13 décembre 2023

"78 % des musulmans interrogés jugent « la laïcité telle qu'elle est appliquée aujourd'hui par les pouvoirs publics » comme étant « discriminatoire envers les musulmans ». Les trois quarts d'entre eux estiment aussi qu'un financement public des cultes, abrogé par la loi de 1905, doit être rétabli ou qu'il faut introduire des menus confessionnels dans les cantines scolaires. Un avis qui tranche avec le reste des Français, juifs, catholiques, protestants ou athées. Le plus inquiétant est de constater que ce rejet de la laïcité grandit au sein de la nouvelle génération. Alors que 46 % des musulmans âgés de plus de 35 ans trouveraient légitime d'exempter les filles de natation pour des raisons religieuses, ils sont 70 % des moins de 25 ans à le penser, et 66 % à vouloir réautoriser le port de la burqa dans l'espace public. Glaçant."

Lire la suite

LAÏCITÉ ET POLITIQUE

Jordan Bardella : « Défendons la laïcité contre ses ennemis réels, non pas les crèches de Noël mais les prédicateurs islamistes »

À l'occasion de l'anniversaire de la loi du 9 décembre 1905, le président du Rassemblement national affirme que ce principe est aujourd'hui mis à mal par l'islamisme et leurs idiots utiles. L'esprit de renoncement de nos dirigeants nous conduit à la catastrophe, argumente-t-il.

Lire la suite

LAÏCITÉ OUVERTE

Mathieu Bock-Côté : « Hanouka à l'Élysée, Emmanuel Macron, l'apprenti sorcier du multiculturalisme ? »

CHRONIQUE | La célébration de la fête juive de Hanouka à l'Élysée montre la volonté du président de la République de défendre une laïcité « ouverte », qui aujourd'hui tend la main au judaïsme, et demain peut-être à l'islam, analyse Mathieu Bock-Côté.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, Le Figaro, le 8 décembre 2023

"Ceux qui croient que le président de la République s'est livré à une provocation vont plus loin : ils lui prêtent une stratégie disruptive, dans la tradition du « en même temps ». Emmanuel Macron aimerait jouer avec les symboles. Homme de gauche, il avait confessé sa nostalgie de la monarchie et s'était rendu au Puy du Fou pour marquer publiquement son attachement à la mémoire vendéenne. Président gardien de la laïcité, il invite les cultes à l'Élysée en espérant sidérer ses adversaires, les désorienter.
Il y a enfin ceux qui s'inquiètent d'une confession : Emmanuel Macron, au fond de lui-même, serait indifférent à la laïcité à la française. Il y verrait une survivance héritée d'une définition périmée de la nation française, condamnée à s'effacer devant le nouveau paysage démographique. La société multiculturelle ne devrait plus être refoulée mais prise en charge institutionnellement en reconnaissant chaque culte. Le politique ne devrait plus se tenir à égale distance de chacun mais les

embrasser tous, au nom de la diversité.
(...)
Mais cette main tendue en appelle une prochaine, cette fois sous le signe de la reconnaissance du rapport de force, à l'islam, religion conquérante, en pleine croissance démographique, et qui à la fin du siècle, pourrait bien être première religion de France. Dans une perspective diversitaire, on peut croire qu'Emmanuel Macron tend la main à la communauté juive pour mieux demain la tendre à l'islam. Le tout se fera au nom de l'ouverture aux cultes, et sous le signe d'une laïcité qui se voudra ouverte. À l'échelle de l'histoire, la France s'aligne sur la norme anglo-saxonne, comme si elle renonçait à sa différence vitale, qu'elle vivait comme un universalisme.

Il y a quelque chose de paradoxal à voir cette ouverture aux religions survenir à un moment de l'année où la moindre crèche posée devant une mairie peut susciter la plus vive polémique, et plus encore, quand la gauche municipale, qu'elle soit socialiste ou écologiste, cherche désormais à déconstruire Noël, comme s'il fallait inverser ses symboles pour le rendre inclusif. L'ouverture à l'autre passe par le reniement de soi. On l'a vu à Nantes, à Bordeaux, à Lyon. On le voit ailleurs aussi. Certains vont même jusqu'à ne plus oser nommer cette fête, et préfèrent même souhaiter un bel hiver plutôt qu'un joyeux Noël."

Lire la suite

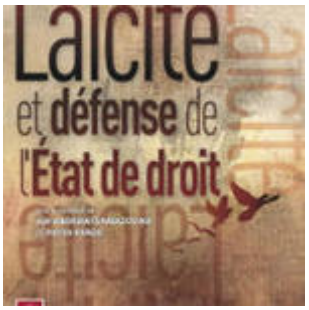
LECTURE

Laïcité, la République jusqu'au bout

La laïcité, ou la séparation de l'Église et de l'État, est un principe fondamental en France, affirmant la neutralité de l'État vis-à-vis des différentes religions et garantissant la liberté de culte.

Ce principe est un élément clé de la République française, symbolisant son engagement envers la neutralité religieuse, l'égalité de tous les citoyens devant la loi, sans distinction de croyance ou de religion, et le respect de toutes les convictions, qu'elles soient religieuses ou non. La laïcité vise à permettre une coexistence harmonieuse de différentes croyances et opinions dans l'espace public, tout en préservant l'indépendance de l'État des influences religieuses.

Lire la suite



Laïcité et défense de l'État de droit - Le juge et l'expression des convictions religieuses : regards croisés sur la laïcité | Presses de l'Université Toulouse Capitole

Le mot « laïcité » s'est formé au XIXe siècle sur un adjectif, « laïque ». Est laïque, ou laïc, selon le Littré, ce « qui n'est ni ecclésiastique, ni religieux ». Le terme vient étymologiquement du terme grec « laos » qui signifie peuple. Il n'existe pas de définition de la laïcité, concept qui n'est pas univoque. Pour Ernest Renan, c'est « l'État neutre entre les religions, tolérant pour tous les cultes et forçant l'Église à lui obéir sur ce point capital »1, pour René Capitant, une « conception politique impliquant la séparation de la société civile et de la société religieuse, l'État n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Églises aucun pouvoir politique ».

Sommaire

I. Le Juge, garant de la neutralité de l'État,
1) L'égalité d'accès à la fonction publique,
2) L'égalité de traitement de l'usager du service public,
B. Le principe de neutralité de la puissance publique,
2) L'interdiction de principe d'un financement public des cultes,
II. Le juge, garant de l'équilibre entre ordre public et libre exercice des cultes,
A. La protection de l'ordre public,
B. La garantie de la libre expression des convictions religieuses.

Lire la suite

LIBERTÉ D'EXPRESSION

"La peur a été instaurée pour imposer un silence sur le sujet religieux", l'inquiétant constat de l'avocat de Charlie Hebdo

L'avocat de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, scénariste de BD et romancier vient à Montpellier ce samedi 9 décembre animer une conférence sur le thème de la laïcité et de la liberté d'expression. Il dresse un constat sans concession sur un recul face à la peur de dire le réel.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Midi libre, le 8 décembre 2023

Sommaire

Comment se porte la liberté d'expression ?
(...)

C'est de plus en plus compliqué de dire les choses comme on les pense. C'est très préoccupant, je ne vois pas de films, de pièces, de livres qui seraient l'équivalent de ceux de Molière ou de Voltaire il y a quelques siècles, c'est un sacré recul... On a la sensation que la laïcité reste un concept obscur, en particulier auprès des jeunes, comment faut-il l'expliquer ? On a raté une

marche, clairement. Quand on leur demande de définir la laïcité, on entend assez régulièrement n'importe quoi. J'ai entendu un jeune dire que la laïcité, *« c'est permettre aux cultes de s'exercer »*. Non ! La laïcité, c'est considérer que la loi des Hommes est supérieure à celle de Dieu. C'est une méfiance à l'égard de la religion dans la sphère publique, à l'égard des dogmes. Car sans méfiance, la religion devient politique. La laïcité est la solution que l'on a trouvée pour sortir des guerres de religion, pour vivre ensemble. C'est permettre l'esprit critique à l'égard de toutes les idées. Et c'est là qu'elle est liée à la liberté d'expression. Mais on a n'a pas su transmettre ces valeurs aux nouvelles générations, qui sont pourtant le socle de notre pacte social.
(...)

2. Pourquoi la laïcité est-elle associée de l'islamophobie voire au racisme ?
C'est vrai et pourtant la laïcité est un véritable rêve pour l'humanité, une invention merveilleuse qui permet pour chaque individu d'être libre, d'avoir une liberté de ton, de critique et pourtant elle est remise en cause. C'est qu'il y a eu une propagande très bien effectuée par l'islam radical. On a raté le combat de la conviction. Comme c'est abstrait, c'est plus facile de noircir une valeur. Et les accusations d'islamophobie ont été inventées pour cela. Salman Rushdie dit que cette propagande a été inventée comme un instrument de guerre pour éviter tout esprit critique, pour entraver la liberté d'expression, pour empêcher de dire le réel et salir tous ceux qui œuvrent pour que nous conservions notre liberté de parole.

3. La France reste extrêmement minoritaire dans le monde pour ses valeurs laïques, pourquoi ?
La France est le pays qui a inventé la laïcité et qui a poussé le plus loin la sécularisation, c'est son histoire, glorieuse.
Néanmoins, sous d'autres formes parfois, toutes les démocraties connaissent de la sécularisation, cette séparation entre le pouvoir politique et la religion. Mais elle est remise en cause absolument partout avec des poussées des demandes religieuses qui, sous prétexte d'une idéologie victimaire et d'une culpabilisation permanente, aimeraient remettre les lois religieuses en lois s'appliquant à l'ensemble. On peut parler de la remise en cause de l'avortement aux États-Unis, des demandes d'application de la charia dans le monde musulman ou du port de tel ou tel habit ou de l'adaptation de la liberté d'expression au respect de la religion... La poussée religieuse veut à nouveau soumettre aux Hommes les lois de Dieu. Les musulmans redoutent l'amalgame, qu'ils soient tous mis dans le même panier... La laïcité, c'est précisément l'inverse. On sait que les premières victimes de l'islamisme sont les musulmans et ils sont nombreux à se battre pour les idéaux et les valeurs laïques. Ils sont à mes côtés dans de nombreux combats judiciaires. Il faut évidemment faire la distinction. Mais cette peur de l'amalgame ne doit pas empêcher de parler.

4. En ces temps troubles, certains demandent qu'on en finisse avec le droit au blasphème, mais existe-t-il encore ? Qui l'exerce ?
Personne. Le droit au blasphème est une réalité théorique et les tribunaux ont veillé à le protéger judiciairement, mais au-delà de *Charlie Hebdo* , cela n'existe plus. Et que l'on revienne sur un droit si chèrement acquis de libération des Hommes face aux religions, cela me désole. C'est très inquiétant.

Lire la suite

"Pas de vague" : une mission sénatoriale se penche sur le manque de soutien aux professeurs agressés

"Pas de vague" : une mission sénatoriale se penche sur le manque de soutien aux professeurs agressés.

Lire la suite

LIBERTÉ DE PENSER

Gilles Kepel et Yascha Mounk : « À l'université, la liberté de penser en danger ? »

GRAND ENTRETIEN | Le directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure et le maître de conférences à l'université de Harvard, alertent sur la montée en puissance de l'idéologie woke aussi bien dans les universités américaines que françaises.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Figaro,
le 7 décembre 2023

Sommaire

1. Gilles Kepel vous êtes le titulaire de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École Normale Supérieure, mais plus pour longtemps. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?
"Depuis maintenant un an, le programme de master Moyen-Orient Méditerranée que j'ai créé à l'université Paris Sciences et Lettres, basé à l'ENS et coordonné avec l'École pratique des hautes études et l'université Paris-Dauphine, a été «cancellé»: sans même que j'aie été informé, il a disparu de l'offre des masters. Ce sont les étudiants qui me l'ont appris, car leurs camarades ne pouvaient plus y postuler en ligne. Les financements de la chaire ne seront pas renouvelés: on estime sans doute que ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient n'a aucune pertinence pour les sciences sociales ou que la manière dont j'en rends compte n'est pas satisfaisante au regard des exigences de «l'épistémologie woke»?"

2. Les répercussions du conflit entre Israël et le Hamas sur les universités aussi bien françaises qu'américaines sont-elles surprenantes ?

3. Aux États-Unis, la dérive des universités va-t-elle encore plus loin qu'en France ?
"Qui sont ces personnes qui soutiennent ouvertement le Hamas? Il faut distinguer ceux qui ont des liens avec le Moyen-Orient du

monde des professeurs, universitaires, écrivains et artistes qui ont nommé cette attaque comme une action militaire, voire de résistance. Ils utilisent les catégories fondamentales de ce que je nomme la synthèse identitaire. C'est-à-dire qu'ils divisent le monde en deux catégories - les Blancs et les «people of color»,les dominants et les marginalisés. Et ils donnent une interprétation du racisme exclusivement structurelle - tous les Blancs sont coupables de racisme, et c'est impossible pour les minorités ethnico-religieuses d'être raciste, voire de faire quelque chose d'injuste, aux membres du groupe dominant. Ils appliquent ces catégories à la situation en Israël de manière très simpliste: premièrement, les Israéliens sont blancs ; deuxièmement, ils sont les colonisateurs ; troisièmement, chaque forme de résistance contre eux est justifiée. Aux yeux de cette mouvance woke, le juif est devenu le symbole du suprémaciste blanc. Pourtant, l'antisémitisme a longtemps été l'idée que le juif n'était pas assez occidental, représentant plutôt une figure orientale. Aujourd'hui, pour la première fois dans l'Histoire, les juifs sont accusés d'être trop occidentaux."

4. Gilles Kepel, votre livre retrace votre parcours. Souvent dans les pays arabes ont vous a pris pour un juif…

5. On importe en France des schémas de pensée venus des États-Unis alors que nous avons des histoires très différentes…

"Derrière ces mouvements, c'est l'universalisme qui est en jeu. Je ne suis pas forcément contre les mobilisations des membres de certains groupes identitaires: il y a une tradition éminemment respectable de ces mouvements, contre l'esclavage au XIXe siècle et pour les droits civiques au XXe siècle, mais c'était toujours dans une perspective universaliste. Ils mobilisaient évidemment une certaine partie de la population - les noirs américains, par exemple - mais ne souhaitaient pas pour autant un traitement différencié. Frederick Douglass dénonçait l'hypocrisie de ses concitoyens qui affirmaient «nous sommes nés égaux» et en même temps acceptaient l'esclavage. Mais loin de vouloir abolir les principes de la Constitution, Douglass luttait pour que ces principes soient appliqués afin que les Noirs soient traités vraiment de la même manière."

6. En juin dernier, la Cour suprême a pourtant cassé les lois sur la discrimination positive. Y a-t-il une forme de révolte contre ce mouvement ? Que pensez-vous de cette décision de la Cour suprême a priori tenue plutôt par des conservateurs ?

7. Gilles Kepel, vous faites aussi l'éloge de l'universalisme à la française. Est-il la meilleure réponse que l'on puisse apporter au wokisme ? N'a-t-il pas été aussi en France un piège, oublié que face à des identités fortes il faut aussi avoir identité forte ?

"L'équivalent de l'«identity» en français est plutôt le communautaire, voire le communautarisme. Au contraire, en anglais, «community» a un sens beaucoup plus large. Pour les populations étrangères ayant vocation à devenir françaises, la France privilégiait, à travers son école, un processus d'inclusion de l'individu. À partir de 1989, lorsque des organisations islamistes ont considéré que la France faisait partie de la terre de l'islam parce qu'il y avait des musulmans nés en France, l'insertion communautaire a été au contraire privilégiée. Selon ce

raisonnement, le groupe prévalait sur l'individu parce que, seul, l'individu était broyé par les autres, tandis qu'en étant dans son groupe, il allait pouvoir s'épanouir davantage. Les marqueurs des valeurs spécifiques ont été encouragés - la couleur aux États-Unis ou l'expression de la foi en France. À cette époque, les affaires de voiles islamiques à l'école en France n'ont pas été comprises par la presse anglo-saxonne. La logique est pourtant simple: le salafiste veut renforcer la rupture identitaire. Les politiques d'extrême gauche, qui étaient les plus universalistes auparavant - la classe ouvrière était indivisible, se font aujourd'hui les fers de lance de la lutte contre l'islamophobie et les violences policières, pour que les imams fréristes appellent leurs ouailles à voter pour eux, ce qui leur permettra, espèrent-ils, de remporter les élections dans ces quartiers."

Lire la suite

Lignes de fuite : le franc-parler de Caroline Fourest

Le combat contre l'islamisme est l'un des plus éprouvants, en raison du danger mais pas seulement. Le plus dur est ailleurs : garder son calme face aux alliés de cette menace, à la fois physique et totalitaire, capables de tout, et même de mentir pour se peindre en victimes alors qu'ils vous mettent en péril. Par exemple en vous accusant d'« islamophobie ».

C'est encore plus violent si vous êtes d'origine arabe ou de culture musulmane. La pression est inouïe. Votre famille vous maudit, vos amis vous fuient, les idiots utiles vous traitent en prime de « chaouch » ou de « bounty ». En raison du passé colonial et du risque bien réel de racisme, le conflit intérieur est fort, et les attaques extérieures font plus mal. En vingt ans de combat, j'ai vu tant de ces résistants subir l'enfer : les menaces de mort, le cassage de gueule devant leurs enfants, les procès d'intention, les insultes, les crachats, mais aussi le mépris réellement raciste. À l'usure, certains cèdent à toutes sortes de fuites : la colère qui mène à l'extrême droite, l'argent pour se mettre à l'abri, l'alcool et la drogue pour oublier. J'ai même vu d'anciens musulmans laïques devenir des chrétiens exaltés. Tout existe quand la pression monte et vous torture.

Imaginez si vous ajoutez à ce purgatoire l'enfer du conflit israélo-palestinien, et maintenant celui de la guerre Hamas-Israël. Ce bourbier a toujours servi de carburant à l'islamisme et de prétexte à ses sicaires. Mais en prime, il a tout pour nous diviser. Clarifions pour nous y retrouver. On peut être laïque, combattre l'islamisme, et soutenir la Palestine ; et, bien entendu, déplorer qu'Israël tue trop de civils dans sa riposte. C'est même sain et humaniste. On ne peut, en revanche, reprendre à son compte les chiffres du Hamas, ni amalgamer la lutte contre l'antisémitisme avec un « soutien inconditionnel » à Israël ou à l'extrême droite. Ni bien sûr revendiquer une Palestine « de la rivière à la mer ». Une formule qui revient à souhaiter la déportation, pour ne pas dire le génocide, de 9 millions d'Israéliens. Ne parlons pas de qualifier le Hamas de mouvement de « résistance », comme vient de le faire Rony Brauman.

Franchir l'une de ces lignes rouges vous transforme en pion du Hamas. Exactement comme, en face, il existe des lignes rouges qui séparent le combat laïque du combat raciste. Amalgamer islam et terrorisme, ou considérer que tous les musulmans sont, par naissance

ou par religion, antisémites. Ne pas déplorer la mort de civils palestiniens vous éloigne, en prime, de l'humanisme.

Lire la suite

LOI DU 9 DÉCEMBRE 1905

« Défendons fermement la laïcité »

FIGAROVOX/TRIBUNE | À l'occasion de l'anniversaire de la loi du 9 décembre 1905, Henri Peña-Ruiz et Matthias Savignac défendent le principe de la laïcité, comme un vecteur d'émancipation. Si les terroristes islamistes s'en prennent à la France, c'est justement par haine obscurantiste de notre école laïque, plaident-ils.

Lire la suite

LYCÉE SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

À Lille, l'État résilie son contrat avec le lycée musulman Averroès

DÉCRYPTAGE | Son argumentaire, véritable réquisitoire, insiste sur des manquements graves et des valeurs anti-républicaines.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Figaro, le 10 décembre 2023

"La décision de l'État était attendue, mais ses motivations, que Le Figaro s'est procurées, sont édifiantes. Jeudi dernier, le préfet de la région Hauts-de-France, Georges-François Leclerc, après avis favorable de la commission de concertation pour l'enseignement privé, a résilié le contrat d'association liant le lycée musulman Averroès à l'État depuis 2008. Après la procédure visant le fériste Hassan Iquioussen, c'est une nouvelle preuve du changement d'attitude d'un État longtemps aveugle, naïf ou complaisant envers la mouvance française des Frères musulmans, tenants d'un islam politique et très liés à Averroès."

Sommaire

1. Cours d' « éthique musulmane »,

"Par ailleurs, le préfet constate « que certains enseignements sont contraires aux valeurs de la République ». Ainsi du cours d' « éthique musulmane » qui défend « une doctrine directement contraire aux valeurs fondamentales de la République » et qui est donc incompatible « avec le maintien du contrat d'association ». Comme l'a remarqué la chambre régionale des comptes des

Hauts-de-France, après un contrôle des financements publics perçus, cet enseignement est fondé « notamment sur l'ouvrage Quarante hadiths de l'imam An-Nawawi, étudié en cours. » Un livre qui prône « l'interdiction pour une femme malade de se faire ausculter par un homme lorsqu'une femme peut réaliser cet acte » et qui indique qu' « en dehors d'un état de nécessité, les femmes ne doivent pas se mêler aux hommes sur leur lieu de travail ». Le livre rappelle que l'apostasie est punie de mort et que les lois divines s'imposent à toutes les autres. « Un enseignement gravement incompatible avec les valeurs de la République, s'adressant à des élèves, mineurs, en plein apprentissage » , martèle le préfet."

2. Des inspecteurs de l'Éducation nationale fichés,
(...)
"Le préfet considère pour sa part que « cette pratique (...) s'apparente à une forme d'intimidation à l'égard de personnes participant à cette inspection ». Et de rappeler que la loi « séparatisme » du 24 août 2021 « a instauré le délit de mise en danger de la vie d'autrui par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale ou professionnelle ». Une mesure prise après l'assassinat, le 16 octobre 2020, de Samuel Paty, visé par une campagne de dénigrement islamiste."

3. Un financement opaque.
"Aux yeux du préfet, ces griefs « suffiraient à eux seuls à justifier la résiliation du contrat d'association ». Mais il y a en outre les aspects financiers, notamment « la gestion administrative et budgétaire problématique » de l'association Averroès gérant le groupe scolaire. Mise en évidence par la chambre régionale des comptes (CRC), l'opacité du financement s'oppose « au maintien du financement public » , soulignant « des financements importants venant de l'étranger et principalement du Qatar » jusqu'en 2016. S'ils ont cessé depuis 2017, la CRC « s'interroge toutefois sur les nombreux voyages effectués au Qatar par M. Mamèche, directeur financier de l'association jusqu'en 2022 »."

Lire la suite

À Lille, le lycée musulman Averroès, de l'excellence à la chute

La préfecture du Nord a envoyé au prestigieux établissement de Lille, le 8 décembre, la résiliation de son contrat d'association avec l'État. Elle met notamment en cause certains contenus pédagogiques. Le lycée veut déposer un recours.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, Le Monde, le 11 décembre 2023

(...)
"Deux signalements ont été confirmés par le parquet de Lille, qui a expliqué au Monde avoir ouvert deux enquêtes. L'un émane de la chambre régionale des comptes, l'autre du préfet, sur le point précis du « fichier illégal » d'inspecteurs.
Comment, en une quinzaine d'années, le lycée Averroès a-t-il pu basculer d'établissement modèle pour l'ascension sociale des descendants d'immigrés à un retrait de son contrat avec l'Etat ?

Autour de Noha, cheveux fraîchement lissés et doudoune noire, Aïda et Sarah (son prénom a été modifié à sa demande) n'en reviennent toujours pas. « A la limite, si tout ce qu'on nous reprochait était vrai, on pourrait en discuter » , plaide Noha. Les élèves de terminale sont révoltées par le portrait fait de leur établissement. « On va faire comment, nous, sur Parcoursup, demande Sarah, lunettes dorées et foulard sur les cheveux, si tout le monde nous prend pour des extrémistes ? »"

Sommaire

1. « Les familles sont très inquiètes »,

(...)

" Avec 98 % de réussite au baccalauréat général et 100 % en série technologique, Averroès est toujours positionné parmi les meilleurs établissements de la métropole lilloise, et recrute ses élèves dans toutes les villes du secteur. « Les familles nous choisissent avant tout pour les résultats », assure Éric Dufour, le directeur de l'établissement. Converti à l'islam, il a longtemps été directeur dans l'enseignement catholique. Il doit aujourd'hui faire face à une perspective nouvelle : basculer dans le « hors contrat », ce qui signifie que les enseignants ne sont plus payés par l'État. « J'ai fait toute ma carrière ici, je ne retrouverai pas les mêmes responsabilités ailleurs », s'inquiète Amel Afejjay, professeure d'histoire et directrice adjointe.

L'histoire de ce lycée, ouvert en 2003, a longtemps été celle d'un établissement montré en exemple. Il a obtenu son contrat en 2008 – une première pour un lycée musulman. Mais l'idée faisait son chemin à la mosquée Al-Imane, dite « grande mosquée de Lille », depuis les années 1990, quand de jeunes musulmanes se sont inscrites au Centre national d'enseignement à distance après avoir refusé d'ôter leur voile au lycée. « A mon époque, le lycée était au premier étage de la mosquée , se souvient un bachelier de la promotion 2008, devenu médecin. Les élèves étaient des fidèles, forcément, puisque le lycée venait d'ouvrir. On aurait éventuellement pu trouver à y redire à l'époque, mais maintenant ? »"

2. Argent qatari,

(...)

"Peu après, la situation commence à s'envenimer, avec la démission d'un enseignant de philosophie qui dénonce dans Libération une dérive rigoriste et antisémite au sein de l'établissement. Celle-ci serait dissimulée par un « double discours ». L'éducation nationale est dépêchée sur place : les inspecteurs concluent que le lycée respecte globalement les termes du contrat – même s'il convient de « clarifier le statut et la place du religieux dans l'établissement » . « En septembre 2015, on a mis en place l'enseignement moral et civique, comme tout le monde » , se souvient Éric Dufour."

3. « Deux poids, deux mesures ».

"Même si les rapports de l'éducation nationale ont toujours été globalement positifs, les détracteurs du lycée s'inquiètent de la proximité du lycée avec l'islam frériste, et soupçonnent la direction de pratiquer la dissimulation de positions plus dures. Mais, si les fondateurs du lycée sont en effet membres du mouvement Musulmans de France, qui émane de la mouvance des Frères musulmans, « il faut raison garder », prévient un bon connaisseur de l'islam. « Musulmans de France n'a aujourd'hui plus rien à voir avec les Frères musulmans du fondateur Hassan Al-Banna. Ce n'est pas le Hamas palestinien. Leur objectif est de

former les élites musulmanes, avec pour modèle le système jésuite d'excellence. »
(...)
« Averroès participe à un vivre-ensemble qui n'a pas de prix » , a assuré à cette occasion l'ex-sénateur, qui dit être prêt, ainsi que Pierre Mathiot, à participer à une « médiation » pour assurer un « contrôle plus strict » de l'établissement. « En l'état actuel de ce que l'on sait, au mieux, la sanction est disproportionnée » , abonde en aparté Pierre Mathiot, pour qui faire sortir Averroès du giron de l'éducation nationale revient à réinstaurer « l'islam des caves » . Sollicité par Le Monde , le ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, n'a pas souhaité réagir."

Lire la suite

Lycée Averroès : l'impossible émergence d'un enseignement musulman privé ?

Enquête | La rupture du contrat d'association qui liait le lycée Averroès de Lille avec l'État illustre la difficile émergence d'un enseignement privé islamique. La méfiance des pouvoirs publics vis-à-vis du séparatisme musulman et l'absence de structuration des acteurs expliquent le peu de conventionnement avec l'État, alors que la demande des familles tend à augmenter.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, La Croix,
le 11 décembre 2023

Sommaire
1. 1 300 élèves dans l'enseignement musulman privé sous contrat,
(...)
"Sans exploser, la demande pour un enseignement musulman est tirée, depuis le début des années 2000, par la loi interdisant les signes religieux à l'école (2004) et l'émergence d'une classe moyenne musulmane souhaitant avoir le choix entre enseignement public et confessionnel. Précisément, le lycée Averroès a été ouvert il y a vingt ans par la Ligue islamique du Nord pour prendre en charge la scolarité d'élèves exclues de leur lycée car elles refusaient de retirer leur voile. « Les familles sont attirées par les spécificités religieuses de ces établissements, mais pas seulement, explique la chercheuse en sociologie Diane-Sophie Girin, autrice d'une thèse sur l'enseignement privé musulman. On voit que ces établissements ouvrent dans les quartiers prioritaires pour des familles musulmanes de classe moyenne qui cherchent aussi à contourner la carte scolaire. »"

2. Pas de visage uni ou rassurant pour l'État,
"À la différence de l'enseignement catholique qui a réussi, avec le temps, à se doter d'une véritable organisation nationale, l'absence de structuration a été, pendant longtemps, la principale raison invoquée par le ministère de l'éducation nationale pour refuser aux établissements la signature d'un contrat d'association, gage de financements publics. En 2014, une Fédération nationale de l'enseignement privé musulman voit le jour, portée par des mosquées influencées par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) - à l'Islam conservateur, proche des Frères musulmans."

3. Sous l'ère de Jean-Michel Blanquer, on coupe le robinet »,
"Sous la présidence de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, il existe pourtant une volonté politique forte de contractualiser des établissements musulmans dans une logique de partenariat, notamment avec l'UOIF, devenue Musulmans de France. Entre 2014 et 2017, trois groupes scolaires obtiennent le sésame du conventionnement avec l'État. « À partir de l'arrivée de Jean-Michel Blanquer, on coupe le robinet », note un observateur de ces questions, pour qui ce coup d'arrêt marque la disgrâce des organisations issues des Frères musulmans auprès du personnel politique et un traitement plus sécuritaire de l'islam, à la suite d'une série d'attentats islamistes.
(...)
Loi Gatel en 2018 - qui a simplifié les procédures de fermeture d'établissements privés -, loi Blanquer en 2019, loi séparatisme... De nombreux textes ont été votés afin de mieux contrôler ces établissements. Ils vont tous dans le même sens : « Durcir les conditions d'ouverture, et renforcer les contrôles a posteriori. Cela marque une vraie rupture avec l'esprit d'application du contrat qui prévalait jusqu'alors. La loi Debré de 1959, pensée pour l'école catholique, a été fortement encadrée depuis que des établissements musulmans ont ouvert. Plus que jamais, la laïcité est perçue comme le fait de ne jamais transiger avec la religion. »"

4. « Un risque de deux poids deux mesures ».
(...)
"L'ancien inspecteur Jean-Louis Auduc estime que les contrôles dont a fait l'objet Averroès « sont pleinement justifiés », mais que « la même rigueur doit être exercée partout ». L'ancien inspecteur pointe un risque de « deux poids deux mesures », car « tous les établissements privés sous contrat catholiques ou juifs ne font pas l'objet d'un contrôle aussi rigoureux ». Dans un rapport de juin 2023, la Cour des comptes critiquait « une carence des contrôles de l'État » sur le privé sous contrat."

Lire la suite

Quand la gauche anti-école privée défend le lycée musulman Averroès

Le préfet du Nord a décidé de résilier le contrat d'association qui liait l'établissement confessionnel musulman à l'État. Cette décision exaspère au sein de la France Insoumise. Plutôt paradoxal pour un parti qui défend l'école publique.

Sommaire
1. 38 % DES FRANÇAIS PLÉBISCITENT L'ÉCOLE PRIVÉE ?
2. CHANGEMENT DE TON EN 2022.

Lire la suite

Lille : le principal lycée musulman de France perd son contrat avec l'État

Le préfet du Nord a décidé de mettre fin au contrat liant le lycée lillois Averroès à l'Etat, cessant ainsi de subventionner à partir de la rentrée 2024 le principal lycée musulman de France, vingt ans après sa création.

Cette décision fait suite à l'avis favorable d'une commission consultative présidée par le préfet, qui s'était penchée fin novembre à la fois sur le financement et le contenu du cours d'éthique musulmane.

La décision de résilier le contrat a été prise jeudi, et un courrier envoyé au lycée vendredi, a indiqué la préfecture à l'AFP dimanche soir, sans vouloir détailler le contenu du courrier.

Les responsables du lycée ont indiqué ne pas l'avoir encore reçu.

Lire la suite

Lycée Averroès : Marianne sèche les cours

L'établissement musulman de Lille, notamment subventionné par le Qatar, et où le prédicateur Iquioussen a longtemps donné des leçons d'éthique, ne bénéficiera plus du contrat d'association de l'État. Fini de financer de l'endoctrinement !

> *Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :*
> **Article issu de l'hebdomadaire, Franc-Tireur, le 6 décembre 2023**
>
> "C'est une décision qu'attendaient les laïques depuis plus de vingt ans. « J'envisage de résilier le contrat d'association qui lie le lycée privé Averroès de Lille à l'État. » C'est le préfet du Nord et des Hauts-de-France, Georges-François Leclerc, qui parle. Il serait temps que la République laïque cesse de financer ses pires adversaires, en l'occurrence un lycée d'endoctrinement des Frères musulmans – qui n'a d'Averroès que son nom. Il affiche 100 % de réussite au bac car il ne présente que ses meilleurs éléments. Et tient, malgré « une situation financière critique », grâce aux 850 000 euros versés par l'ONG Qatar Charity, aux 350 000 euros donnés par la banque de développement de la Ligue arabe, et à l'argent public. C'est ce dernier point qui surprend.
> (...)
> Pourtant, à chaque polémique, le lycée peut compter sur des soutiens, comme Raphaël Liogier, Pascal Boniface ou Edwy Plenel en 2015. En 2023, c'est le patron de Sciences-Po Lille. Les services de l'Éducation nationale, eux, temporisent. Dommage. Il est temps d'arrêter de sponsoriser les adversaires de la République. "

Lire la suite

Laïcité : les avocats du lycée Averroès préparent leur riposte

Analyse | Les conseils du lycée privé musulman ont dénoncé, mercredi 13 décembre, une « manœuvre politique » derrière la décision du préfet des Hauts-de-France de résilier le contrat d'association de l'établissement avec l'État. Ils se sont dits « confiants » alors qu'ils doivent saisir prochainement la justice administrative.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, La Croix, le 13 décembre 2023

"Concrètement, la résiliation du contrat signifie que les enseignants ne seront plus payés par l'éducation nationale à compter du mois prochain. « Chacun se demande donc comment il va finir l'année, comment il va être payé, où il va être réaffecté l'an prochain », a décrit Éric Dufour. À plus long terme, si l'établissement devait poursuivre son activité hors contrat, « aurons-nous les moyens de pouvoir continuer à payer ces enseignants qui font la renommée de l'établissement ? C'est toute la question qui nous anime aujourd'hui », a-t-il précisé.

Les élèves, eux, « sont tous très touchés par ce qui se passe », a-t-il prolongé. « Certains s'interrogent sur le fait de devoir postuler ailleurs ou pas pour l'année prochaine, alors que les inscriptions sont déjà closes dans l'enseignement privé », a poursuivi le directeur. La situation des futurs bacheliers est encore plus incertaine : « Ils ont commencé à être évalués dans le cadre du contrôle continu du bac, et se demandent si leurs notes vont être reconnues ou pas », selon Éric Dufour, qui a réaffirmé sa confiance dans le ministère de l'éducation nationale pour éviter un tel gâchis.
Au-delà, les avocats d'Averroès comptent surtout faire annuler sur le fond une décision tour à tour qualifiée de « toxique », « tragique », de « coup monté politique », ou de « maccarthysme à la française ». Pour cela, MWilliam Bourdon, Vincent Brengarth et Paul Jablonski feront valoir que le lycée Averroès est victime d'une enquête à charge des services du préfet, « homme lige de Gérald Darmanin », qui avait « annoncé dès son arrivée qu'il aurait la peau du lycée ».
(...)
« Si le lycée se défend de toute posture victimaire » et réfute l'idée de subir une quelconque « islamophobie », a précisé William Bourdon, la décision préfectorale, « sous couvert d'une apparence de légalité, constitue en fait une décision politique discriminatoire », car, si « dans certains établissements catholiques, des propos homophobes, racistes ou antisémites ont pu être constatés, jamais le contrat n'a été rompu pour autant ». Il s'apprête donc à dénoncer une « inégalité devant la loi »."

Lire la suite

MILITANTISME IDENTITAIRE

Angela Davis : la panthère dévisse

L'ex-Black Panther, devenue soutien des Indigènes de la République, s'est enfermée dans un militantisme identitaire sans nuances. Refusant de qualifier de « terroristes » les actes du Hamas, elle voit en Israël et les États-Unis d'éternels oppresseurs.

(...)
En 2015, conviée aux dix ans du Parti des Indigènes de la République (PIR), Angela Davis termine son discours par un vibrant appel à la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Un terroriste du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) condamné à perpétuité en 1987, pour complicité d'assassinat de deux diplomates, américain et israélien, à Paris. L'Américaine ne va pas aussi loin dans l'antisémitisme décomplexé que ses amis du PIR. Mais elle se reconnaît dans leur obsession palestinienne, qui va jusqu'à admirer le cheikh Yassine et le Hamas. Voilà des années que la militante afroféministe tisse des liens amicaux avec ce mouvement, au nom de la lutte des races, ou la défense des femmes voilées, victimes bien entendu de l'abominable laïcité française et d'un « racisme systémique ». Elle a même accepté d'être la marraine de la Marche de la Dignité et contre le racisme, violemment anti-Charlie et aux relents anti-Blancs, organisée en France le 31 octobre 2015, avec le PIR à la manœuvre.

Lire la suite

NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC

À Paris, petits arrangements avec la laïcité

Financée par la Mairie de Paris, la Ligue de l'Enseignement administre les centres d'animation culturelle et d'éducation populaire Paris Anim'. Dans cette immense structure censée faire « rayonner la laïcité », l'islamisme a fait son nid.
En juin 2022, la région Île-de-France a suspendu sa subvention à la Ligue de l'Enseignement, après des propos «contraires aux valeurs de la laïcité et de la République » tenus par sept lycéens encadrés par cet organisme, lors d'un concours d'éloquence sur la laïcité, à Saint-Ouen. Ses protégés avaient notamment déclaré que «la laïcité est le cercueil des femmes », ou encore, que« la laïcité est une forme de dictature ». Un bon point pour la Région qui a promptement réagi. Seulement, cette vénérable association est l'une des structures qui travaillent pour les centres Paris Anim'. Mais la Ville de Paris n'a pas coupé ses subventions.

Le mois dernier, l'un de nos fidèles lecteurs, passant devant le Centre Paris Anim' Ken Saro-Wiwa, situé dans le 20e arrondissement, découvre qu'une femme en hidjab occupe le poste d'accueil (nos photos ci-dessous). Le lendemain, notre lecteur y entre pour obtenir quelques éclaircissements. Une femme voilée, à l'accueil d'un établissement culturel appartenant à la Ville de Paris, n'est-ce pas contraire au principe de laïcité ? On lui répond que s'il a un problème avec le voile, ça ne regarde que lui, et que, de toute façon, la jeune femme en question n'est pas une employée du centre.

Lire la suite

À l’AP-HP un colloque pour rappeler les règles de laïcité dans un hôpital public

Ni voile, ni croix, ni kippa, ni aucun détournement de tenue médicale : aucun signe explicitement religieux n’est autorisé pour les agents de l’AP-HP, comme pour tous les hôpitaux. L’AP-HP a publié un guide sur la laïcité pour guider son personnel dans des situations potentiellement conflictuelles.

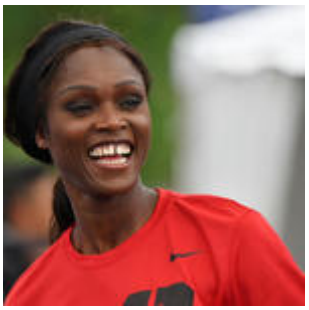
Lire la suite

ENAP-ENSP : Regards croisés sur la laïcité | Actualités - École Nationale Supérieure de la Police

Mardi 5 décembre, l’ENSP et l’ENAP, deux établissements appartenant au réseau des écoles du service public ont co-animé une « soirée conférence » dédiée à la laïcité, dont la journée officielle a été célébrée le 9 décembre. Une coopération inédite pour l’ENSP dans ce cadre.

Lire la suite

NEUTRALITÉ DU SPORT



ÉDITO | Paris 2024 : "Quand on est ambassadeur, on ne prend pas parti publiquement", estime Alba Ventura

Porte-drapeau des Jeux olympiques de 2024, Émilie Gomis a créé la polémique après avoir donné son avis sur le conflit au Proche-Orient. Le Crif souhaite qu'elle soit démise de ses fonctions.

Lire la suite

OBSCURANTISME

Yvelines : une professeure accusée d’islamophobie après avoir montré en classe un tableau de nus, l’équipe pédagogique du collège exerce son droit de retrait

Le tableau du XVIIe siècle montre cinq muses de l'Antiquité, nues. L'équipe pédagogique du collège Jacques-Cartier d'Issou exerce son droit de retrait depuis vendredi.

Sommaire

1. Plainte pour dénonciation calomnieuse,
2. Un "climat scolaire particulièrement dégradé" selon le proviseur.

Lire la suite

Enseignante intimidée dans les Yvelines : le point presse intégral de Gabriel Attal

VIDÉO | Le ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, s'est exprimé en direct ce lundi soir au sujet de la professeure de français qui a subi des attaques après avoir présenté un tableau de nu à ses élèves de 6e.

Voir la vidéo

Des professeurs « en danger » dans un collège des Yvelines après avoir présenté en cours une œuvre d’art du XVIIe siècle

Des enseignants du collège Jacques Cartier à Issou ont exercé leur droit de retrait après qu’un professeur de français a été agressé verbalement par des élèves. Le ministre de l’Éducation nationale était sur place cet après-midi.

Sommaire

1. « Propos racistes »,
2. « Un climat tendu depuis la rentrée ».

Lire la suite

PORT DE L'UNIFORME

France : faut-il imposer l’uniforme à l’école ? | Débat du jour

À la rentrée 2024, une expérimentation de la tenue unique sera menée pendant deux ans dans certaines écoles, collèges et lycées volontaires français, selon une annonce récente du ministre de l’Éducation nationale Gabriel Attal. Cette proposition est un serpent de mer en France, mais c’est la première fois qu’un tel dispositif sera mis en place.

Lire la suite

RELIGION AU TRAVAIL

Religion au travail : la laïcité ne s’applique pas dans les entreprises privées | Le Journal des Entreprises - Finistère

Les débats religieux nés de l’actualité peuvent s’exprimer au sein des entreprises et opposer des collaborateurs. Les chefs d’entreprise ne peuvent s’appuyer sur le concept de laïcité, circonscrit au secteur public, pour les interdire. Tout au plus peuvent-ils imposer la neutralité religieuse pour des motifs liés à l’hygiène, la sécurité, le respect des droits et libertés des personnes ou la bonne réalisation du travail.

Lire la suite

RELIGION MUSULMANE

Laïcité : "C'est la religion musulmane qui est très genrée et discriminatoire, pas la loi", juge Fatiha Agag-Boudjahlat

Des sondages montrent que les jeunes et les Français de confession musulmane sont de plus en plus hostiles à la laïcité, notamment à l'école. Invitée de RMC ce vendredi, l'essayiste Fatiha Agag-Boudjahlat y voit le fruit d'une "panique identitaire".

Voir la vidéo

SÉPARATION DES RELIGIONS ET DE L'ÉTAT

"Nous affirmons que la séparation des religions et de l'État protège les droits de toutes et tous"

Pour la première fois en France, une conférence internationale réunissant les défenseurs de la laïcité du monde entier s'est déroulée les 8 et 9 décembre 2023 à l'Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, à l'initiative des associations Laïques Sans Frontières (LSF), Comité Laïcité République (CLR), le Council of Ex-Muslims of Britain (CMB), et l'Association EGALE (Égalité Laïcité Europe). Un appel a été rédigé à l'issue de l'événement qui a réuni 40 personnalités, que publie « Marianne » qui était partenaire de la conférence.

Lire la suite

TAQIYA

La « taqiya » : cette stratégie des djihadistes pour dissimuler leur radicalisation

Explication | L'auteur de l'attaque au couteau qui a fait un mort et deux blessés samedi 2 décembre à Paris aurait réussi à tromper les institutions sur son niveau de radicalisation réel. Cette technique qui consiste à dissimuler son véritable engagement idéologique est appelée taqiya.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, La Croix,
le 5 décembre 2023

Sommaire

1. D'où vient le terme de taqiya ?

"Dérivé du verbe tawaqqâ en arabe, le mot de taqiya désigne à l'origine la « prudence » ou la « crainte ». Le terme est communément traduit aujourd'hui par « dissimulation ». Souvent utilisé pour désigner une pratique djihadiste qui consiste à masquer son engagement dans la voie de la violence, ce terme est absent des textes coraniques. « Il n'y a pas de fondement théologique de la taqiya, explique Tarik Abou Nour, imam, théologien et président de l'institut d'enseignement supérieur islamique de Paris. Dans le Coran, le mensonge est interdit et est considéré comme un péché. La foi exclut le mensonge : on ne peut pas être croyant et mentir. »

(...)

Selon le théologien, ce concept, comme on l'entend aujourd'hui, apparaît au XXe siècle : « On a commencé à parler de taqiya dans le cadre du conflit Iran-Irak dans les années 1980 et à l'occasion de la politisation des conflits religieux. Avant, ce terme-là n'avait pas d'existence. »"

2. Que désigne la taqiya aujourd'hui dans l'idéologie djihadiste ?

"Aujourd'hui, la taqiya désigne la manière dont des individus dissimulent leur radicalisation idéologique. Il s'agit d'une technique utilisée par certains terroristes pour « camoufler » leur

intention et ainsi passer sous les radars des services de renseignement. Ou encore par les détenus radicalisés engagés dans un processus de déradicalisation pour feindre la bonne foi auprès des institutions pénitentiaires."

3. Comment déceler la taqiya ?

"Le concept de taqiya révèle surtout à quel point il est compliqué pour les institutions de repérer un prochain passage à l'acte chez des individus radicalisés. L'auteur de l'attaque au couteau qui a fait un mort et deux blessés samedi 2 décembre à Paris en est l'exemple. Radicalisé depuis 2015, Armand R.-M. , Franco-Iranien de 26 ans, avait déjà été condamné à cinq ans de prison pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme en 2016 avant d'être libéré en mars 2020. Il avait assuré aux différentes autorités avoir rompu avec l'islam radical.

« La taqiya pratiquée en prison consiste à dire au magistrat ou au médiateur du fait religieux : "je suis désengagé". C'est compliqué à repérer lors d'un entretien de diagnostic. Aujourd'hui, il y a plusieurs personnes qui évaluent la déradicalisation : psychologue, médiateur du fait religieux, juge... On multiplie les possibilités pour mesurer le désengagement d'un radicalisé. Mais il est possible de feindre ou de jouer la comédie. C'est toute la complexité de la chose » estime Anne-Clémentine Larroque.

Par ailleurs, certains profils de terroristes sont atteints de troubles psychiques. Difficile de savoir dans ces cas-là, s'il s'agit d'une dissimulation réfléchie ou d'incohérences dans le parcours de l'individu."

Lire la suite

Taqiya : "Elle donne le droit aux djihadistes de faire tout le contraire de ce que prône leur idéologie"

La notion de taqiya, dissimulation de son appartenance à un islam politique radical, est de plus en plus utilisée dans le débat public en tant qu'elle est un des outils de la panoplie idéologique du terroriste islamiste. Encore est-elle d'un usage complexe lorsque l'analyse se complique par la manifestation de troubles psychiatriques chez l'individu, comme dans le cas de l'auteur de l'attaque conduite à Paris le 2 décembre. Amélie Myriam Chelly, auteure de l'ouvrage Dictionnaire des islamismes (éditions du Cerf, 2021), revient sur les contours et l'évolution de ce concept.

Sommaire

1. La notion de taqiya est de plus en plus utilisée par les médias et le grand public, pouvez-vous nous donner votre définition ?

2. L'homme qui est passé à l'acte samedi à Paris est franco-iranien, donc de culture plutôt chiite, cela vous semble cohérent avec ce qu'on sait sur sa potentielle dissimulation ?

3. Le concept de taqiya, assez frais dans le paysage médiatique, est-il plus utilisé ou théorisé qu'avant dans la sphère islamiste ?

4. Y a-t-il une utilisation frauduleuse de ce concept par des islamistes

qui ne veulent pas subir les restrictions de leur idéologie, et vivent une vie sans contrainte jusqu'à leur passage à l'acte ?

5. La notion de taqiya ressort souvent dans les médias, pourquoi ce mot plus qu'un autre ?

Lire la suite

WOKISME

"On tue nos souvenirs d'enfance…" : quand le virage woke de Disney désespère son public

Une Petite Sirène noire, une Blanche-Neige privée de ses sept nains, des séries et des films passés à la moulinette du wokisme le plus crispé : depuis quelques années, l'usine à rêve américaine a essayé de contenter tous les spectateurs, et surtout les militants des mouvements « progressistes ». Mais qu'en dit le grand public ?

Lire la suite

Les wokes feront moins les Mickey

Moins de politique, plus de féerie. Telle est la consigne du P-DG de Disney donnée à ses équipes.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu de l'hebdomadaire, Franc-Tireur, le 13 décembre 2023

"Lors d'un événement du New York Times, Bob Iger a semblé remettre en question les choix artistiques opérés ces dernières années : « Les créateurs ont perdu de vue leur objectif numéro un. Nous devons d'abord divertir. Il ne s'agit pas d'envoyer des messages. » Cette déclaration intervient dans un contexte économique difficile pour la firme aux grandes oreilles. Depuis mars 2021, le groupe a perdu plus de la moitié de sa valeur en Bourse.
Son dernier film, Wish, qui met en scène une héroïne afro-américaine, a rapporté 35 % de recettes en moins qu'attendu. Pour les détracteurs du géant américain, son virage « woke » est en cause. Choix d'une actrice noire pour La Petite Sirène ou métisse pour jouer Blanche-Neige, protagoniste gay dans Avalonia, baiser entre deux femmes dans Buzz l'Éclair… Est-ce lié au militantisme insufflé dans les œuvres les plus récentes de la firme ?
Des personnalités conservatrices, comme le gouverneur de Floride, Ron DeSantis – dont l'État abrite le principal parc à thème Disney –, veulent le croire. Face aux menaces de boycott, Bob Iger, pourtant réputé très progressiste, semble s'être convaincu de la nécessité d'un « retour aux fondamentaux » des studios. Non pas moins de diversité, mais plus de créativité. "

Lire la suite

"Grave erreur politique", "savoir pardonner" : à Paris, des habitants divisés sur le changement de nom de l'avenue Bugeaud, figure de la colonisation de l'Algérie

La mairie de Paris souhaite débaptiser cette avenue du 16e arrondissement de la capitale pour la renommer au nom d'Hubert Germain, dernier compagnon de la Libération. Le maire d'arrondissement dénonce du "wokisme".

Lire la suite

Pour toute information supplémentaire le site de l'ADFP

Scoop.it!

Réalisé avec Scoop.it